









ade...



Après l'affaire, le 7 mars 1914, à bord d'un navire de la double monarchie autricho-hongroise, les dirigeants albanais, français et anglais, à la fin de la mission de 1914 à la poursuite de la paix en Albanie.

Le prince Wied au palais d'été de l'Albanie. Le prince Wied, à la fin de la mission de 1914 à la poursuite de la paix en Albanie, est entouré de ses collaborateurs français et anglais.

Après l'affaire, le 7 mars 1914, à bord d'un navire de la double monarchie autricho-hongroise, les dirigeants albanais, français et anglais, à la fin de la mission de 1914 à la poursuite de la paix en Albanie.

Après l'affaire, le 7 mars 1914, à bord d'un navire de la double monarchie autricho-hongroise, les dirigeants albanais, français et anglais, à la fin de la mission de 1914 à la poursuite de la paix en Albanie.

Après l'affaire, le 7 mars 1914, à bord d'un navire de la double monarchie autricho-hongroise, les dirigeants albanais, français et anglais, à la fin de la mission de 1914 à la poursuite de la paix en Albanie.

## du Komintern

Après l'affaire, le 7 mars 1914, à bord d'un navire de la double monarchie autricho-hongroise, les dirigeants albanais, français et anglais, à la fin de la mission de 1914 à la poursuite de la paix en Albanie.

### « Diplomatie » en Turquie

Après l'affaire, le 7 mars 1914, à bord d'un navire de la double monarchie autricho-hongroise, les dirigeants albanais, français et anglais, à la fin de la mission de 1914 à la poursuite de la paix en Albanie.

Après l'affaire, le 7 mars 1914, à bord d'un navire de la double monarchie autricho-hongroise, les dirigeants albanais, français et anglais, à la fin de la mission de 1914 à la poursuite de la paix en Albanie.

### Triple succès de M. Yasser Arafat

M. Yasser Arafat a quelque raison d'être satisfait de la réunion du conseil central de l'O.L.P., qui a clos ses travaux le vendredi 5 août à Tunis. Le fait même qu'il ait pu rassembler soixante-dix-neuf, des quatre-vingt-neuf membres de cet organisme — un « état-Parlement » — représentatif des diverses tendances palestiniennes — est, en soi, un succès. Qu'il ait réussi à faire inscrire à l'ordre du jour la question de son expulsion, en juin dernier, de Damas — malgré les réticences de la plupart des délégués, favorables à une politique d'apaisement à l'égard de la Syrie — en constitue un autre. Troisième tour de force, le président de l'O.L.P. a su dégager un consensus qui se lui est pas décevant.

Le communiqué final faisant état des travaux et des décisions du conseil central devait être diffusé dans la journée du samedi, mais on savait dès vendredi soir qu'une commission de « bons offices », plus étoffée que celle déjà existante, sera chargée de réconcilier les « frères ennemis » du Fath ainsi que cette dernière, la principale organisation de l'O.L.P., avec la Syrie. Au total, les matins dans la plaine libanaise de la Bekaa paraissent plus sereins que jamais dans l'arène palestinienne, tandis que le conseil central conforte la représentativité et la légitimité de M. Yasser Arafat à la tête de l'O.L.P.

Ce dernier n'a pas pourtant modifié d'un iota les positions qui sont les siennes depuis le début de la crise. Il a emporté l'adhésion de l'Assemblée en insistant, vendredi soir, sur deux « principes inébranlables » : l'unité de l'O.L.P. et l'indépendance de son pouvoir de décision, face à toutes les puissances extérieures, la Syrie comprise. Il a, certes, mis les formes. L'adhésion à son fidèle compagnon, Abou Iyad, le soit de prendre violemment à partie la République bésiste que celui-ci a accusée d'avoir soutenu le « putsch » des dissidents, à la plus grande satisfaction d'Israël et des Etats-Unis. M. Yasser Arafat s'est contenté, pour sa part, de s'« inquiéter » des échanges syro-américains, qui lui paraissent suspects. Mais il a mis plutôt l'accent sur l'avenir, sur la nécessité impérieuse de conclure une « alliance stratégique » entre l'O.L.P. et la Syrie qui, a-t-il dit, « se tiennent côte à côte dans la même tranchée face à l'ennemi commun ». Telle a toujours été son opinion encore qu'il tient le président Assad pour responsable de la détérioration des relations entre les deux partenaires. Quant à son expulsion de Damas, M. Arafat a habilement évité d'insulter politiquement en déclarant qu'il n'en faisait pas « une affaire de dignité personnelle ».

Restait à évaluer une question encore plus délicate dans la mesure où elle concerne toutes les organisations de l'O.L.P., le Fath compris. MM. Georges Habbache et Nayef Hawatmeh, secrétaires généraux respectivement du Front populaire et du Front démocratique, insistent depuis le début de la crise, et l'ont répété au cours des débats au conseil central, que l'une des principales causes de la mutinerie résidait dans le « pouvoir personnel » qu'exerçait M. Yasser Arafat tant au sein de sa propre organisation qu'à la tête de l'O.L.P. Les deux dirigeants — suivis en cela par certains membres de la direction du Fath — estiment qu'il faudrait procéder sans tarder à une « démocratisation » qui consoliderait la cohésion de la centrale des fedayin.

Grand seigneur, M. Yasser Arafat s'est rallié volontiers à cette thèse et a analysé les décisions, tenues secrètes pour l'instant, qui ont fait dire à M. Georges Habbache, à l'issue de la réunion du conseil central, qu'il quittait Tunis « totalement satisfait » des résultats de la rencontre.

### LA SITUATION AU LIBAN

#### Cinq attentats ont fait plus de vingt morts et une cinquantaine de blessés

Tandis que le médiateur américain, M. Robert McFarlane, poursuit ses entretiens à Jérusalem, à Beyrouth et — à partir de ce samedi 6 août — à Damas, trois attentats, dont deux meurtriers, se sont produits vendredi notamment à Tripoli, Beyrouth et Sidon, témoignant de la lente détérioration de la situation au Liban.

A Tripoli, le bilan de l'explosion d'une voiture piégée aux portes d'une mosquée s'est établi à dix-neuf morts, et à une quarantaine de blessés (nos dernières éditions du 6 août). Le quartier de la métropole septentrionale du Liban qui a été le théâtre du drame est peuplé de partisans de la Syrie.

A Beyrouth, c'est dans le quartier chrétien d'Abou-Roumaneh qu'une charge explosive a tué, vendredi, une jeune fille de dix-sept ans et

blessé cinq personnes. L'immeuble dans lequel a été déposé le colis piégé s'est partiellement effondré.

A Sidon, toujours vendredi, ce sont les autorités gouvernementales qui paraissent être visées par une explosion à l'intérieur d'une commissariat de police. Une patrouille venue sur les lieux a été mitraillée par des inconnus qui ont pris la fuite. Aucune victime n'est à déplorer.

Samedi matin, une voiture piégée dans le village d'Arbanaysh, situé sur une hauteur à l'est de Beyrouth, et contrôlée par les forces syriennes, a fait — selon la radio phalangiste — trois morts et un blessé. A peu près à la même heure, une bombe lancée sur un poste d'observation de l'armée libanaise, proche de l'ambassade de France, a blessé un passant. — (A.F.P., Reuter, A.P.)

### Insolite manifestation d'opposition à Téhéran

Evénement sans précédent depuis la révolution, une manifestation pacifique contre le régime de la République islamique d'Iran s'est déroulée à Téhéran le vendredi 5 août. Le défilé a pris la forme d'un défilé de voitures circulant dans les beaux quartiers de la capitale.

L'Agence France-Presse rapporte que trois radios d'opposition, émettant à partir du territoire irakien, ont appelé la population à manifester à l'occasion de l'anniversaire de la Constitution monarchiste de 1907, qui avait été inspirée par celle de Belgique.

Ce sont des membres des classes moyennes du siècle qui, en famille, ont allumé les arrières de la partie septentrionale de Téhéran, provoquant des embouteillages incroissables car, en ce jour de congé hebdomadaire, le trafic est généralement très faible. « C'est une manifestation », ont déclaré nombre d'automobilistes au représentant de l'A.F.P. Des sourires complices étaient échangés d'une voiture à l'autre, alors que les femmes, en tenue

« islamique » — foulard, tablier, — portaient leurs bijoux et un léger maquillage, contrairement aux règles « islamiques » fixées par les autorités.

Cette manifestation symbolique des « taghoutis » (terme que les persans de l'ancien Khéménisme utilisent pour désigner la bourgeoisie contre-révolutionnaire) n'a pas été suivie dans les quartiers populaires du centre et du sud de la ville.

En fin de matinée, les forces de l'ordre — police, comités islamiques et gardiens de la révolution — ont convergé vers le nord de Téhéran pour régler la circulation.

Simultanément, le chef de l'Etat, l'odjatoleslam Ali Khamenei annonçait à des dizaines de milliers de fidèles, au cours de la prière du vendredi, que l'armée islamique avait reconquis le mont Kermanshah qui surplombe la ville-garnison irakienne de Hadj-Oman, déjà occupée par les forces de Téhéran. Le gouvernement de Bagdad a admis le recul de ses troupes dans cette région.

### Le négociateur américain fait état d'une certaine « souplesse » soviétique aux négociations START de Genève

M. Edward Rowny, négociateur américain aux conversations START de Genève sur la réduction des armes stratégiques, a déclaré vendredi 5 août que, comme les Etats-Unis, l'U.R.S.S. « a fait preuve de souplesse », ce qui a permis d'« avancer » au cours de la dernière session des négociations qui s'est achevée mardi 2 août. Il a confirmé à Washington, à l'issue d'un entretien avec M. Reagan, que l'U.R.S.S. avait détaillé de nouvelles propositions au cours de cette session, qu'il a présentée comme « la plus significative jusqu'à présent ».

M. Rowny doit retourner à Genève le 4 octobre. Il a cependant laissé entendre qu'il n'attendait pas de « réel mouvement » dans les négociations START avant un accord dans les négociations distinctes sur les euromissiles. L'OTAN doit commencer en décembre le déploiement des Pershing-2 et missiles de croisière en l'absence d'un accord à Genève.

Interrogé sur les dernières propositions soviétiques, M. Rowny a affirmé que les Soviétiques « ont donné le détail de limites catégoriques qui sont plutôt dans la trame de SALT-2 ». L'accord signé en 1979, « Cela n'entraînerait pas une

réduction du potentiel de destruction de l'arsenal de l'U.R.S.S. ou du nombre de ses ogives nucléaires », a-t-il poursuivi.

Selon des informations que M. Rowny n'a pas voulu confirmer, l'U.R.S.S. aurait proposé de limiter à mille deux cents le nombre de ses missiles intercontinentaux à tête multiple et de ses bombardiers stratégiques. Il a rappelé que la priorité pour les Etats-Unis est de parvenir à une réduction d'un tiers du nombre des ogives nucléaires dans chacun des arsenaux. Selon M. Rowny, l'U.R.S.S. a reconnu qu'il n'est pas suffisant de limiter le nombre de vecteurs mais n'a pas avancé de proposition chiffrée pour une réduction du nombre des ogives.

Le négociateur américain a souligné que la réduction du nombre d'ogives demeure l'« élément central » de la position américaine et que Washington est déterminé à réduire à terme la puissance de destruction de l'arsenal soviétique, qui, a-t-il dit, est « trois fois supérieure à celle de l'arsenal américain ». La « souplesse » dont a fait preuve l'U.R.S.S. porte sur des questions « importantes », mais pas « centrales » par rapport aux préoccupations américaines, a-t-il encore déclaré.

● A MOSCOU. M. Andropov a déclaré, le vendredi 5 août, que les négociations START de Genève étaient « pratiquement au point mort ». « Les peuples d'Europe se trouvent confrontés à une situation très dangereuse qui menace la paix et leur avenir », a dit M. Andropov, cité par l'agence Tass.

### SOIXANTE-TROIS MILLIONS D'ELECTEURS AUX URNES

#### La démocratie nigériane à l'épreuve

Pour la deuxième fois après treize années de pouvoir militaire, le Nigeria connaît la difficile, mais cruciale, aventure d'élections générales. Le samedi 6 août, 63 millions d'électeurs — chiffre officiel, très controversé dans un pays dont la population est évaluée à 83 millions d'habitants — votent pour élire un nouveau président. Pendant les quatre semaines qui suivront, il leur faudra choisir, tour à tour, des sénateurs, des gouverneurs, des représentants et des élus locaux.

Si le président sortant, M. Shagari, élu une première fois en 1979, demeure favori, il affronte quatre candidats, dont deux ne sont pas quantifiés électoralement. M. Azikiwe, et, surtout, le chef Awolowo, qui avait obtenu 29,9 % des suffrages voilà quatre ans, contre 33,7 % au vainqueur. En règle plus générale, du bon déroulement de cette épreuve électorale et de la victoire de M. Shagari dépend sans doute l'avenir du pays le plus peuplé d'Afrique noire et dont les finances — autrefois très prospères grâce au pétrole — sont, depuis un an, en piteux état.

Par le poids de son peuplement et un enrichissement très inégal, le Nigeria est un pays à part. Il se trouve au-dessus de la mêlée, notamment au sein du mouvement panafricain, et projette l'image d'un « Far-West » noir au développement sans doute anarchique mais sans réelles limites.

Mais le Nigeria avait réussi à surmonter deux difficultés de taille : d'abord, la sécession du Biafra et, par la suite, la remise du pouvoir par les militaires à des autorités élues. Il en connaît une troisième aujourd'hui : la mévente du pétrole — produit sur lequel le gouvernement a trop généreusement misé — plonge la fédération dans une récession qui ne facilite sûrement pas un jeu démocratique complexe et menace des équilibres bien précaires entre des ethnies qui ont du mal à cohabiter.

Pour l'instant, la campagne électorale engagée dès janvier a beau être agitée, elle n'a pas été trop violente puisque, dans un pays qui subit régulièrement de graves secousses (religieuses ou ethniques), elle n'a entraîné que la mort de vingt à soixante personnes. Les principaux candidats ont fourni un effort financier colossal pour gagner des suffrages, le pouvoir affichant une tolérance assez étonnante, surtout en Afrique, pour des oppositions qui ont en parfois recours à l'insulte. La presse est demeurée libre, même quand Lagos a annoncé, la semaine passée, que les forces armées étaient consignées.

#### Un système présidentiel

Le Nigeria a adopté un système présidentiel de type américain, avec de sérieux correctifs. Le président, dont le mandat est de quatre ans, doit ainsi recueillir, pour être élu au premier tour de scrutin, non seulement la majorité relative des suffrages exprimés mais également 25 % des voix dans les deux tiers des Etats de la fédération, soit dans douze Etats sur dix-neuf.

Les candidats sont donc contraints d'élargir leur base ethnique. Le N.P.N. (parti national du Nigeria) du président Shagari est, avant tout, celui des musulmans Haoussa et Fulani du Nord. L'U.P.N. (Parti de l'unité du Nigeria) s'appuie, avant tout, sur les ibos du Sud-Est en majorité favorables à son candidat, l'ancien président Azikiwe. Quant à M. Awolowo, son assise est solide, surtout chez les Yoroubas chrétiens de l'Ouest. Tous doivent tenter de grignoter l'électoral — ou, plus exactement, les clients — du voisin.

Ce schéma sans doute caricatural explique, en partie, l'intensité de la campagne et, surtout, la crainte de troubles avant le vote de ce samedi. Les électeurs se rendront dans quelque deux cent mille bureaux placés sous le contrôle des quatre-vingt-dix mille policiers — tous militaires — du pays.

Le président Shagari aurait pu être jugé, avant tout, sur le maigre

bilan de son mandat. Les chutes considérables des recettes du pétrole ont fait virer la balance commerciale au rouge : très largement bénéficiaire en 1980 (11 milliards de dollars), elle accuse aujourd'hui un déficit évalué à 8 milliards de dollars. Le gouvernement a lancé, l'an dernier, un plan d'austérité qui a frappé de plein fouet une industrie choyée pendant plusieurs années, au détriment de l'agriculture.

Le Nigeria se trouve aujourd'hui dans la situation inconfortable d'un pays sans réserves de devises, dont l'industrie est à moitié paralysée et, d'exportateur, est devenu importateur de produits alimentaires. La mise en route d'une « révolution verte » et l'expulsion — dramatique — en janvier d'un million de travailleurs étrangers en situation illégale n'ont pas permis jusqu'ici de redresser la barre tout en terminant — dans le cas de la deuxième mesure — l'image de marque du « géant de l'Afrique noire ».

Mais, curieusement, le président Shagari ne sera pas jugé sur un bilan négatif (dont il ne porte pas, il faut le souligner, toute la responsabilité). Les électeurs se détermineront plus par solidarité ethnique que par choix idéologique — les principaux candidats demeurant partisans de la libre entreprise. Les écarts, dans les résultats, dépendront aussi des marchandages de voix. La corruption, en effet, est assez généralisée pour que l'opposition ne puisse pas accuser l'administration d'en avoir l'appasage.

Une alliance électorale Awolowo-Azikiwe aurait pu mettre sérieusement en danger M. Shagari, mais les deux hommes ne sont pas parvenus à s'entendre. A moins de graves incidents, ou d'un retournement de dernière heure, le président sortant devrait l'emporter avec une avance assez confortable pour lui permettre de rejeter toute accusation de fraude. En cas de résultat serré — ou, a fortiori, d'échec de la coalition actuellement au pouvoir — la démocratie nigériane risquerait d'en souffrir sérieusement car les militaires se sentiraient alors dans l'obligation d'intervenir pour assurer l'ordre public et, peut-être, la direction de l'Etat.

J.-C. POMONTI

### APRES LE COUP D'ETAT EN HAUTE-VOLTA

#### Le capitaine Sankara se défend d'être « un pion du colonel Kadhafi »

Le calme régnait, vendredi 5 août, à Ouagadougou après le coup d'Etat réussi, la nuit précédente, par le capitaine Sankara et les paracommandos venus de Po, à 165 kilomètres au sud de la capitale. Le couvre-feu n'a été maintenu que quelques heures. Le bilan provisoire des combats s'établissait toujours à cinq tués (trois civils et deux militaires). Les six ressortissants français blessés, dont un enfant de quatre ans, ont été évacués, par l'armée française, sur un hôpital de Dakar.

Le commandant Ouédraogo, ancien chef de l'Etat, et certains de ses collaborateurs ont été placés en résidence surveillée pour « leur sécurité ». Des centaines de jeunes gens ont été, vendredi matin, dans les rues de Ouagadougou, la victoire du capitaine Sankara, dont les para-

commandos ont été appuyés par des sous-officiers de la gendarmerie, ainsi que par des avions et des hélicoptères de l'escadron national. La garnison de Bobo-Dioulasso, deuxième ville du pays, se serait rapidement ralliée aux putschistes, dont les chefs sont, outre le capitaine Sankara, le commandant Lingani et les capitaines Compaoré (commandant de la base de Po) et Henri Zongo.

● Nous présentons comme des pions du colonel Kadhafi est aller trop vite en besogne —, a déclaré vendredi le capitaine Sankara sur les ondes de Radio-France internationale. Il a souhaité « plus de compréhension et de futures rencontres » avec les autorités françaises.

Pour sa part, l'agence libyenne de presse Jana s'est félicitée vendredi du « soulèvement révolutionnaire populaire » en Haute-Volta, estimant que la population voit dans le capitaine Sankara « l'homme qui mènera la révolution populaire au progrès et libérera le peuple voltaïque des séquelles de la réaction et de l'impérialisme ». L'agence Tass, de son côté, écrit que le jeune officier avait été révoqué de son poste de premier ministre en mai, « au grand regret des militaires, des étudiants et d'autres couches de la population ».

Le coup d'Etat semble, en revanche, susciter une vive inquiétude dans les milieux officiels de Côte d'Ivoire, Etat frontalier de la Haute-Volta qui accueille plus d'un million de travailleurs voltaïques. — (A.F.P., Reuter.)

Dans **LE MONDE** diplomatique

du mois d'août :

- Israël : pragmatisme oblige
- La Birmanie, un Eldorado encore sous-exploité
- Quand le Brésil doit réinventer la démocratie



Journaliste

## Etranger

### MARINE DE GUERRE ET DIPLOMATIE

## Au large du Quai d'Orsay...

La marine nationale n'est pas seulement l'instrument de la diplomatie de la canonnière. Les escales dans les pays étrangers, toujours effectuées avec l'accord du Quai d'Orsay, sont l'occasion de subtils échanges de « signaux ». Un code très strict doit être observé lors des missions de « présence du pavillon ». Dernier refuge des bons usages et façon élégante de montrer sa force.

De notre correspondant

Alger. — Le capitaine de frégate, commandant l'escorte d'escadre D'Estrees, prie Monsieur et Madame... de lui faire l'honneur de venir à un cocktail donné à bord. Quai d'Abbeville. Tenue de ville. Ce carton, frappé de l'insigne du bâtiment, a été envoyé à quelque quarante personnes choisies par le consul général de France à Alger et l'attaché naval près l'ambassade, quelques jours avant la deuxième escale d'un bateau de guerre français dans un port d'Algérie en 1983. Interrompues en 1975, ces escales ont repris en 1981 et se poursuivent au rythme de trois par an. Une preuve parmi d'autres des bonnes relations entre l'Algérie et la France.

« L'escale est un acte politique », savent les marins qui, même à terre dans des contrées plus ou moins paradisiaques, sont en service commandé. Acte accompli avec des degrés de solennité divers, selon qu'il s'agit d'escale « officielle », « non officielle » ou « de routine ». La reine Elisabeth à bord du *Britannia*, dans ce même port d'Alger, ou de Gaulle à bord du *Colbert* pour son périple en Amérique du Sud, faisaient évidemment des escales « officielles » suscitant les fastes d'une visite d'Etat. La subtile « escale non officielle » n'implique pas la présence d'aussi hautes personnalités, mais elle entre dans

le cadre des relations d'Etat à l'Etat, et pas seulement de marine à marine.

La plus modeste « escale de routine » n'est rien moins que fortuite. Les quatre pays — Etats-Unis, U.R.S.S., Grande-Bretagne, France — qui possèdent une véritable marine « océanique », c'est-à-dire capable de parcourir le globe, doivent bien sûr trouver des points de mouillage pour le ravitaillement. Mais les contraintes de cet ordre diminuent avec le progrès technique. Au fil des âges, la notion d'escale, découlant de la nécessité de se reposer et de s'approvisionner chez des amis, a donc évolué. Aujourd'hui, l'escale, même dite « de routine », est avant tout une mission de « présence du pavillon » dans un pays choisi.

#### Une visite opportune ?

Ce choix est toujours une décision gouvernementale qui passe par le ministère des relations extérieures. L'état-major de la marine élabore un plan d'ensemble et le transmet au Quai d'Orsay, qui juge de son opportunité cas par cas. Les marins, qui tiennent des « archives » sur la qualité d'accueil de chaque port, peuvent avoir des préférences, mais ils prennent en compte la nécessité de respecter un équilibre entre pays d'une même région.

Présentée en moyenne un mois à l'avance, la demande d'escale est agréée par le gouvernement du pays hôte et notifiée par voie officielle. Il arrive qu'il y ait des refus sans équivoque. Depuis les événements d'Afghanistan, Paris a suspendu les relations d'escales de bâtiments de guerre soviétiques en France et français en U.R.S.S. D'autres refus sont enrobés de considérations d'opportunité sur la date et le lieu. Tout l'art est alors de saisir s'il s'agit d'un veto politique ou d'un réel empêchement momentané. Une fois la décision prise aux échelons politiques, l'attaché naval, qui joue un rôle de conseiller technique, s'emploie à ce que tout se passe au mieux, compte tenu de sa connaissance des besoins du bâtiment qui va mouiller et des us et coutumes du pays d'accueil.

Lors de l'escale du *D'Estrees* à Alger, le commandant attendait à la coupée une trentaine de militaires algériens, un nombre égal d'attachés militaires étrangers avec leurs épouses, une dizaine de civils algériens conviés à titre individuel. Si l'escale n'avait pas été classée « de routine », malgré sa préparation minutieuse et son caractère diplomatique évident, il y aurait eu des responsables civils algériens à la qualité et des ambassadeurs étrangers.

Les autres invités appartenaient à la communauté française d'Algérie. Une occasion de respi-

cordages. La manœuvre, plus ou moins délicate selon les circonstances, était commandée au sifflet. L'usage est resté de donner de cet instrument pour saluer les officiers et les autorités officielles lorsqu'ils franchissent la coupée, la longueur de chaque modulation étant fonction du rang ou du grade.

« A partir du moment où un pays envoie un bateau de guerre en escale chez nous, ou nous accorde un droit d'escale, il entre dans un club. On peut donc s'attendre qu'il respecte les règles



Dessin de FRANCHINI.

rer l'air du pays, le bateau étant évidemment territoire national. Amarrés au quai d'un port musulman, on déguiste des cochonnailles au « carré ». Les Américains ont moins de chance. Souvenir du temps de la prohibition, l'alcool est toujours interdit à bord des unités de l'U.S. Navy.

Une occasion surtout de découvrir les usages immémoriaux d'une arme qui ne badine pas avec l'étiquette. Une Mercedes débarque sa cargaison d'attachés chinois en uniforme réglementaire. Dès qu'ils commencent leur ascension vers le pont, c'est le « salut au sifflet ». Il y a bien longtemps, on hissait les personnages importants à bord avec des

cordages. La manœuvre, plus ou moins délicate selon les circonstances, était commandée au sifflet. L'usage est resté de donner de cet instrument pour saluer les officiers et les autorités officielles lorsqu'ils franchissent la coupée, la longueur de chaque modulation étant fonction du rang ou du grade.

« rendre » les escales que font chez eux les marines océaniques. Mais chacun est tenu de ne jamais demeurer en reste d'amabilités sur son propre territoire. Jamais un équipage ne descend à terre avant la visite du commandant à l'autorité maritime du pays hôte. Il serait du plus mauvais goût que cette visite fût rendue par un officier d'un grade inférieur à celui du « maître après Dieu » à bord. L'application la plus évidente du principe de réciprocité est le « salut à la terre » décrit par le règlement : vingt et un coups de canon tirés « après

De nos jours, l'escale a le plus souvent cessé d'être l'événement mondain dont les gravures d'époque témoignent de la magnificence, surtout entre pays dotés d'une marine océanique. Des considérations plus « terre à terre » prédominent quand un bâtiment français visite un pays qui peut devenir un client. « L'aspect promotion industrielle n'est pas à négliger », raconte un officier bon connaisseur de l'Amérique latine. J'ai vu des experts du pays hôte partir en mer avec nos marins pour une démonstration en milieu naturel. Bien entendu, on espère que des commandes s'ensuivront.

#### La force et les petits fours

Arrive-t-il que certains hôtes veulent en voir davantage que ce qu'on souhaite leur montrer ? Tous les marins se souviennent de l'affaire Crabb, ce plongeur de combat britannique disparu au cours d'une mission d'observation de la coque d'un croiseur soviétique en escale au Royaume-Uni, dans les années 50. Cependant, s'ils admettent à regret qu'il y a eu des cas de tentative de sabotage, ils ne paraissent pas obnubilés par l'espionnage.

Après avoir indiqué que des précautions sont prises, que « des caches sont parfois placés sur certains câbles », un officier, souvent reçu sur les bâtiments étrangers, résume bien l'esprit qui anime un commandant doit l'unir à l'étranger : « Si on fait une escale, c'est qu'on est là pour être vu. La qualité de votre matériel fait qu'il faut s'intéresser à le montrer qu'à le cacher. Le véritable secret n'est pas dans les caractéristiques de ce matériel — divulguées par les publications spécialisées — mais dans la technique et l'innovation d'emploi. Tout le principe de la force est qu'il faut que les autres sachent qu'elle existe ». Est-il façon plus exquise de faire passer le message que de l'enrober de petits fours ?

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

## Aide-mémoire pour curieux d'Asie

Le métier de journaliste exige de nombreuses qualités. L'une d'entre elles consiste à comprendre à demi-mot que l'on est indésirable là où l'on voudrait aller. En Asie, terre d'antique courtoisie, les officiels savent manier l'euphémisme et la litote pour faire comprendre au visiteur qu'il ferait mieux de s'abstenir.

De notre correspondant

Bangkok. — Un voyage d'information au Cambodge, au Laos ou au Vietnam ne s'improvise pas, surtout si le solliciteur a la malchance d'être né citoyen d'un pays capitaliste et du mauvais goût de mettre en doute les vertus du socialisme scientifique. Comme ils ne peuvent vivre à longueur d'année sous le regard de laudateurs attirés dont les témoignages sont autant de plaidoyers, les responsables indochinois sont contraints de faire la part du feu et d'inviter au compte-gouttes les observateurs de l'autre camp dont ils peuvent espérer quelque indulgence.

Pour limiter les risques, priorité est en général donnée, hors du monde des sympathisants, à certains journalistes de « pays capitalistes amis », catégorie dans laquelle les autorités locales classent la France depuis le 10 mai 1981. Il est clair aussi que de nouvelles têtes ont la préférence sur les vieux habitués de la scène indochinoise, et qu'à cet égard un deuxième voyage est plus difficile

à organiser si les conclusions du premier n'ont pas été jugées suffisamment « positives ».

Puisque, a priori, le visiteur capitaliste cherche à voir et à savoir beaucoup plus que ne le souhaitent ses hôtes, la règle du jeu consiste à décourager ses impatiences, ses irritations et ses curiosités malsaines sans avoir l'air de lui opposer des fins de non-recevoir brutales et définitives. Contrarié et navré, le guide-interprète du ministère du ministère des affaires étrangères qui doit faire rapport à ses chefs sur le comportement de ceux que l'on confie à sa garde est là pour expliquer l'inevitable, excuser l'inevitable.

Personne n'est vraiment dupe de ces artifices. Le visiteur a tôt fait de décoder le langage particulier de ses interlocuteurs et de mesurer ainsi les chances qui lui seront offertes de lever un petit coin du mystère indochinois.

Voici un petit aide-mémoire qui peut vous être utile si, solliciteur de visa et curieux de profession, vous souhaitez expliciter les réponses de vos futurs hôtes.

#### « Faute de chambres d'hôtel »

1 — Vous vous inquiétez du sort qui a été réservé à votre demande de visa.

« Nous ne trouvons aucune trace de votre dossier : pourriez-vous renouveler votre demande ? » N'insistez pas outre mesure, vous plaideriez une cause perdue.

« Nous avons beaucoup de demandes à satisfaire : il faut attendre votre tour. » Sachez que, sauf imprévu, personne ne s'avisera de « déterrer » votre dossier.



Dessin de FRANCHINI.

« Nous sommes dans l'impossibilité de vous recevoir pour le moment, faute de chambres d'hôtel disponibles. » Prenez votre mal en patience : les circonstances ne permettent pas encore d'honorer votre demande.

« Laissez-nous le temps de préparer votre programme : on ne peut tout de même pas vous abandonner à vous-même. » Ayez confiance, le principe de votre visite est acquis.

« Je n'y vois pour ma part aucune objection, mais c'est le

chef de mon département de presse qui bloque votre demande. » Ne vous inquiétez pas de cette réponse du ministre des affaires étrangères, ce n'est qu'une ultime manœuvre de retardement.

#### « Vos questions sont excellentes »

2 — A pied d'œuvre, vous attendez de connaître votre emploi du temps.

« Indiquez-nous par écrit qui vous souhaitez rencontrer et où vous désirez aller. » Impossible d'échapper à cet exercice de style, même si votre programme est déjà arrêté dans ses moindres détails.

« Les questions posées au premier ministre sont excellentes et font bien le tour des problèmes. » Méfiez-vous : il est à peu près certain que ces dites questions sont jugées inopportunes et inamicales et qu'elles resteront sans réponse.

« Le ministre est en province... à l'étranger... en séminaire de travail. » Il y a de bonnes raisons de penser que vous n'êtes pas le genre de visiteurs que ce dignitaire est habitué ou autorisé à recevoir.

« Nous sommes désolés de la lenteur avec laquelle s'organise votre séjour, mais vous savez ce que c'est, là, la paperasserie et la bureaucratie. » Ne vous y trompez pas, il s'agit souvent d'une lenteur calculée, destinée à domestiquer vos ardeurs impatientes.

« Nous regrettons que les autorités provinciales compliquent votre voyage : malheureusement, nous n'y sommes pour rien, elles

sont maîtres du jeu. » Croyez-le, la déconcentration du pouvoir n'a d'autre réalité que celle de brider vos plans.

« Quel dommage que vous ne puissiez pas prolonger de quelques jours votre séjour : vous auriez pu rencontrer le ministre et aller en province. » Sachez-le, cette offre de dernière minute ne vous sera faite que si les autorités locales ont acquis l'intime conviction que vous ne modifieriez plus vos plans de voyage.

3. — Votre voiture suit en cours parfois hésitante.

« La voiture de service vient de tomber en panne. » Heureux « incident » technique !

« A cause des pluies, les vols sont incertains et les routes impraticables : revenez donc à la belle saison : vous pourrez aller où vous voulez. » Partie remise, partie perdue.

« Impossible de longer la frontière chinoise, car les soldats de Pékin risqueraient de vous prendre pour un Russe. » Tragique méprise.

« Les militaires en armes qui vous accompagnent pourraient fort bien ne pas être là, mais c'est l'habitude. » Mauvaise habitude.

« Nous ne sommes finalement pas en mesure d'assurer votre sécurité à cent pour cent : s'il y avait le moindre incident vous en feriez des gorges chaudes. » Attention au qu'en-dira-t-on.

« Vous avez eu une journée très fatigante : demain, on se lève tôt et le programme est chargé. Au lieu de sortir en ville, vous avez intérêt à aller vous coucher. » Bonne nuit les petits curieux.

JACQUES DE BARRIN.

## île de Man : prêt à l'emploi loin du fisc...

Les habitants de l'île de Man, un petit royaume britannique de 220 km<sup>2</sup>, ont décidé de se donner un statut fiscal très avantageux. Ils ont voté une loi qui leur permet de ne payer que 10 % d'impôt sur le revenu, contre 20 % en Grande-Bretagne. Cette loi a été adoptée par le parlement de l'île de Man, le 15 mai 1983. Elle s'applique à tous les résidents de l'île, y compris les Britanniques. Les habitants de l'île de Man ont donc obtenu un statut fiscal très avantageux, ce qui a attiré beaucoup de Britanniques à s'installer dans l'île. Les habitants de l'île de Man ont donc obtenu un statut fiscal très avantageux, ce qui a attiré beaucoup de Britanniques à s'installer dans l'île.

Le gouvernement de l'île de Man a décidé de se donner un statut fiscal très avantageux. Il a voté une loi qui lui permet de ne payer que 10 % d'impôt sur le revenu, contre 20 % en Grande-Bretagne. Cette loi a été adoptée par le parlement de l'île de Man, le 15 mai 1983. Elle s'applique à tous les résidents de l'île, y compris les Britanniques. Les habitants de l'île de Man ont donc obtenu un statut fiscal très avantageux, ce qui a attiré beaucoup de Britanniques à s'installer dans l'île.

Les habitants de l'île de Man ont décidé de se donner un statut fiscal très avantageux. Ils ont voté une loi qui leur permet de ne payer que 10 % d'impôt sur le revenu, contre 20 % en Grande-Bretagne. Cette loi a été adoptée par le parlement de l'île de Man, le 15 mai 1983. Elle s'applique à tous les résidents de l'île, y compris les Britanniques. Les habitants de l'île de Man ont donc obtenu un statut fiscal très avantageux, ce qui a attiré beaucoup de Britanniques à s'installer dans l'île.

Le gouvernement de l'île de Man a décidé de se donner un statut fiscal très avantageux. Il a voté une loi qui lui permet de ne payer que 10 % d'impôt sur le revenu, contre 20 % en Grande-Bretagne. Cette loi a été adoptée par le parlement de l'île de Man, le 15 mai 1983. Elle s'applique à tous les résidents de l'île, y compris les Britanniques. Les habitants de l'île de Man ont donc obtenu un statut fiscal très avantageux, ce qui a attiré beaucoup de Britanniques à s'installer dans l'île.

Les habitants de l'île de Man ont décidé de se donner un statut fiscal très avantageux. Ils ont voté une loi qui leur permet de ne payer que 10 % d'impôt sur le revenu, contre 20 % en Grande-Bretagne. Cette loi a été adoptée par le parlement de l'île de Man, le 15 mai 1983. Elle s'applique à tous les résidents de l'île, y compris les Britanniques. Les habitants de l'île de Man ont donc obtenu un statut fiscal très avantageux, ce qui a attiré beaucoup de Britanniques à s'installer dans l'île.

Le gouvernement de l'île de Man a décidé de se donner un statut fiscal très avantageux. Il a voté une loi qui lui permet de ne payer que 10 % d'impôt sur le revenu, contre 20 % en Grande-Bretagne. Cette loi a été adoptée par le parlement de l'île de Man, le 15 mai 1983. Elle s'applique à tous les résidents de l'île, y compris les Britanniques. Les habitants de l'île de Man ont donc obtenu un statut fiscal très avantageux, ce qui a attiré beaucoup de Britanniques à s'installer dans l'île.

Les habitants de l'île de Man ont décidé de se donner un statut fiscal très avantageux. Ils ont voté une loi qui leur permet de ne payer que 10 % d'impôt sur le revenu, contre 20 % en Grande-Bretagne. Cette loi a été adoptée par le parlement de l'île de Man, le 15 mai 1983. Elle s'applique à tous les résidents de l'île, y compris les Britanniques. Les habitants de l'île de Man ont donc obtenu un statut fiscal très avantageux, ce qui a attiré beaucoup de Britanniques à s'installer dans l'île.



# L'île de Man : près de la reine et loin du fisc...

Il existe en mer d'Irlande, une île autonome dotée d'un antique Parlement et ne voulant connaître à Londres que la seule reine Elizabeth. Mais la grande affaire des Mannois, c'est de tenir le fisc britannique à distance. Ils y parviendraient plus aisément si leurs banques ne commençaient pas à battre de l'aile.

De notre envoyé spécial

Douglas (île de Man). — Le petit train à voie étroite cahote à 30 kilomètres/heure à travers les collines, de Douglas vers Castletown, l'ancienne capitale. La locomotive à vapeur a reçu un récent coup de peinture, mais une plaque atteste son origine : Manchester 1870. Sur la promenade du front de mer, à Douglas, les tramways tirés par des chevaux ont fêté leur centenaire en 1980. Et chaque 5 juillet, depuis un millier d'années, le Parlement ou Tynwald (du viking Thing

crir les dégâts. Début 1982, la Saving and Investment Bank était en cessation de paiement. Le gouvernement était prêt à faire un effort pour la renflouer, mais il ne s'agissait pas seulement d'un problème de trésorerie. Quelques mois plus tard, une autre banque s'écroulait : l'International Finance and Trust Company faisait subir à quelques centaines de petits déposants une perte globale de 20 millions de livres. La crédibilité de l'île de Man en tant que place financière internationale était mise à rude épreuve. En ces temps de crise, même les paradis fiscaux ne sont pas épargnés.

Le gouvernement de Douglas a essayé de colmater la brèche. Dans ce microcosme où la House of Keys — sorte de Chambre des communes — de vingt-quatre membres ne connaît ni majorité ni opposition, l'affaire a pris une dimension politique inconnue. La presse locale estimait que seule une enquête publique sur les éventuelles erreurs du gouvernement pouvait rétablir la confiance. Les malheureux créanciers des deux banques en déconfiture allaient même

Douglas jouxtant le Parlement, suivies d'une quarantaine de sociétés financières et d'une vingtaine de sociétés d'assurances. En dix ans, les profits des banques se sont multipliés par huit, contre deux et demi pour le revenu national. Les dépôts, qui atteignent aujourd'hui 1,2 milliard de livres, ont triplé depuis 1979, alors qu'ils n'augmentaient que de 70 % en Grande-Bretagne. Le fisc anglais n'est pas habilité à mettre son nez dans les comptes ouverts sur l'île, et comme la circulation des capitaux entre le Royaume-Uni et Man est libre...

Les autorités s'avisent, certes, qu'un minimum de contrôles est indispensable. En 1975, le Banking Act subordonne l'ouverture d'un établissement à l'obtention d'une licence et fixe quelques règles élémentaires de bonne gestion, renforcées au lendemain de la première faillite. Avant même cet « accident », insiste le docteur Mann, le gouvernement avait refusé des licences à des petites banques ne bénéficiant pas du soutien d'institutions d'envergure internationale. Ces bonnes intentions n'ont guère été suivies d'effets, car l'administration mannoise ne disposait pas

pour le recrutement d'un inspecteur des finances ayant la charge de contrôler les banques. Malheureusement, le salaire offert, confortable selon les normes locales, mais modeste pour le Royaume-Uni, n'a attiré aucun candidat sérieux. Les autorités ont fait appel à deux hauts fonctionnaires de la Banque d'Angleterre qui, pendant trois mois, ont examiné la situation du secteur financier et proposé des réformes.

La mission de la Banque d'Angleterre était strictement limitée et ses hauts fonctionnaires tenus au secret : pas question pour eux d'aller raconter au fisc britannique ce qu'ils auront appris sur certains comptes. La confiance implique aussi la discrétion.

Une langue

pour soixante personnes

Pour l'amour-propre national, c'est sans doute dur d'avoir été obligé de se retourner vers la puissance tutélaire britannique. Les partisans d'une indépendance totale ont beau être très minoritaires, et le manx une langue en voie de disparition — parlée seulement par une soixantaine de personnes, — les habitants de l'île tiennent à leur statut particulier. « Man n'appartient pas et n'a jamais appartenu au Royaume-Uni », la phrase ouvre tout exposé sur l'île. Elle a son Parlement, son gouvernement, ses lois soumises à ratification royale ; elle frappe sa monnaie, qui a la même valeur que la monnaie britannique. Occupée par les Vikings pendant quatre cents ans, elle a été balotée entre les royaumes d'Angleterre et d'Ecosse avant de devenir, au dix-huitième siècle, une dépendance de la couronne britannique. Elle ne reçoit aucune subvention du gouvernement de Londres mais verse au contraire une participation aux frais de la défense et de la représentation à l'étranger.

Liée à la Grande-Bretagne par une union douanière, elle est associée au Marché commun depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1973, date de l'adhésion britannique. Elle ne verse rien au budget communautaire et se flatte de ne rien en recevoir. Son gouvernement envisage de rompre la communauté monétaire avec le Royaume-Uni pour ne pas subir les conséquences négatives d'un éventuel rétablissement du contrôle des changes, pour le cas où un autre gouvernement arriverait au pouvoir à Londres. Malgré les petits incidents de parcours, sa vocation, c'est la libre circulation des capitaux, tout à fait conforme à sa tradition universelle : le plus haut sommet de l'île, le mont Snaefell (621 mètres), six rochers s'offrent, affirme le dictionnaire, à la contemplation : ceux d'Angleterre, d'Irlande, d'Ecosse, de Galles, de Man lui-même... et le royaume des cieux.

DANIEL VERNET.



Dessin de SERGUEI.

Vôlir, champ de l'assemblée) — se réunit sur une colline en présence du Lieutenant-gouverneur représentant la reine d'Angleterre et de tous les notables de l'île vêtus de costumes chamarrés, pour proclamer, en manx et en anglais, les nouvelles lois.

Les impôts qui n'existent pas

L'île de Man se flatte de posséder l'un des plus vieux Parlements du monde, dont l'existence ne fut interrompue ni par des guerres ni par des révolutions. Cette passion de l'histoire, cette attention portée aux choses anciennes, que le tourisme a sans doute encouragées, feraient vite classer cette petite île de soixante mille habitants, perdue dans la mer d'Irlande, autonome par rapport au Royaume-Uni et fière de l'être, au rang des archaïsmes. Erreur. Les Mannois n'ont pas à rougir de leur histoire : n'ont-ils pas été les premiers à accorder aux femmes le droit de vote à des élections parlementaires, dès 1881 ? Aujourd'hui, l'île n'est pas seulement un État miniature où les touristes viennent retrouver les délices d'un mode de vie ancestral. C'est, d'abord, une place financière internationale — les Mannois n'aiment pas le label de « paradis fiscal », même s'ils ne peuvent pas se plaindre de crouler sous les impôts. Certes l'île n'est pas aussi connue dans cette fonction que ses rivales anglo-normandes, mais elle ne se trouvait pas mal de ne pas trop faire parler d'elle, jusqu'au jour où le malheur est arrivé. Les autorités ont d'abord cru pouvoir circons-

jusqu'à poursuivre en justice les autorités, coupables, selon eux, de négligence.

Les hommes politiques insulaires découvrent en effet un peu tard que, comme le dit le docteur Mann, chirurgien à Douglas et ministre des finances, « mieux vaut une croissance modérée avec des contrôles stricts que rapide grâce au laxisme ». Quand, dans les années 60, ils avaient voulu attirer les banques, les sociétés financières et les compagnies d'assurances, ils ne s'étaient pas montrés très regardants. Traditionnellement vouée à l'agriculture et au tourisme, l'île était en déclin. Le revenu national baissait, la population diminuait, les jeunes partaient. En 1830, le Steam Packet Company avait ouvert la ligne maritime régulière entre Liverpool et Douglas, qu'elle exploite encore aujourd'hui, mais les touristes venus des centres industriels britanniques, qui dès la fin du siècle dernier avaient fait la richesse de l'île, préféraient depuis la fin de la guerre les voyages organisés vers l'Europe du Sud.

L'avenir est à la finance. Un taux unique d'impôt est institué à 20 %, une vieille loi sur l'assurance est abolie ainsi que le prélèvement sur les intérêts versés aux non-résidents. « Il est plus éclairant d'énumérer les impôts qui n'existent pas », dit M. Dawson, trésorier de l'île : pas d'impôt sur les sociétés, sur le capital, les grandes fortunes, sur des droits de succession, etc. Le résultat est à la hauteur des espérances : une cinquantaine de banques, dont certaines sont les filiales de grands établissements britanniques, s'installent — voisinage symbolique ? — dans les rues de

du personnel nécessaire pour faire respecter les règlements ni pour exploiter les données comptables dorénavant exigées des banques : « Il était plus facile d'obtenir une licence pour ouvrir une banque qu'une autorisation pour vendre des glaces sur la promenade », a lancé un petit industriel de Birmingham à l'assemblée générale des déposants d'une banque en faillite.

Aux grands maux les grands remèdes. Le gouvernement mannois a publié dans les journaux britanniques une offre d'emploi

## A travers le monde

Ghana

SEIZE CONdamnATIONS A MORT. — Accusés d'avoir essayé de renverser le gouvernement par la force en juin dernier, seize Ghanéens ont été condamnés à mort, jeudi 4 août, par le tribunal d'Accra. Trois seulement des seize accusés étaient présents à l'audience publique. Les autres ont été jugés par contumace. Un autre accusé a été condamné à dix ans de prison et quatre acquittés ont été prononcés faute de preuve. Les dirigeants de la tentative de coup d'État avorté du 19 juin — le lieutenant-colonel Ekow Bedin, le lieutenant Kenneth Korah, le sergent Abdul Malik et le caporal Carlos Hailu Gyimah — figurent parmi les condamnés à mort. — (A.F.P., Reuters.)

R.F.A.

PRÉLUDE A L'AUTOMNE PACIFIQUE. — Plusieurs centaines de pacifistes s'apprennent à

perturber le plus vaste salon aérien d'Europe qui a lieu dimanche 7 août sur la base américaine de Ramstein. Après l'action spectaculaire de M. Schwalbe-Hoth, député écologiste de Hesse, qui avait aspergé de liquide rouge sang un militaire américain lors d'un cocktail, les Verts ont annoncé une série d'autres actions. Ils ont appelé les contribuables à déduire de l'impôt dont ils sont redevables un tiers correspondant à la part des dépenses d'armement. Ils ont annoncé qu'un millier de personnes observeraient, à partir de ce samedi, quatre jours de jeûne par solidarité avec les neuf personnes qui commencent une grève de la faim illimitée à Bonn, Paris et Oakland. Enfin, plusieurs personnalités, dont M. Heinrich Albertz, ancien bourgmestre de Berlin-Ouest, et les écrivains Heinrich Böll et Gunther Grass, ont annoncé qu'ils participeraient au blocus de plusieurs bases américaines, prévu pour la fin de ce mois. — (A.F.P., Reuters, UPI)

Turquie

## Trois grévistes de la faim seraient morts dans une prison d'Istanbul

Les détenus de Metris, principale prison militaire d'Istanbul, ont mis fin jeudi 4 août à une grève de la faim commencée le 8 juillet. Le mouvement, qui regroupait au départ deux mille cinq cents prisonniers selon les parents des détenus, se poursuivait cependant vendredi dans d'autres prisons, à Istanbul et dans plusieurs autres villes. Selon les familles, trois prisonniers seraient morts à Metris et une soixantaine auraient été hospitalisés dans un état proche du coma.

Cet arrêt du mouvement auquel participait notamment M. Abdullah Basturk, ancien président de la centrale syndicale interdite DISK, a surpris les parents des prisonniers. « Il a dû se passer quelque chose à Metris. Des cris ont été entendus dans la nuit de jeudi », a déclaré l'un d'eux à l'A.F.P. Depuis le début du mouvement, plusieurs parents qui tentaient d'obtenir des renseignements aux abords des prisons ont été arrêtés.

Le mouvement de soutien aux prisonniers turcs s'est cependant étendu dans plusieurs pays euro-

péens. A Paris, une quinzaine de personnes de nationalité turque ont commencé une grève de la faim jeudi, devant l'église Saint-Merri dans le quatrième arrondissement. En Suisse, quatre-vingts Turcs ont engagé le même mouvement dans les villes de Bâle, Berne, Genève et Winterthur. Au Danemark, une vingtaine de Turcs ont cessé de s'alimenter depuis jeudi, et une manifestation de Danois a eu lieu devant l'ambassade de Turquie. Quarante cent cinquante personnes poursuivent leur grève de la faim en République fédérale où le mouvement de soutien a commencé.

D'autre part, à Strasbourg, le président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, M. Karl Ahrens, a lancé un appel urgent au chef de l'État turc pour que soit « allégé le sort des prisonniers de conscience et sauvés ceux qui poursuivent la grève de la faim dans les prisons ». Les prisonniers réclament notamment l'arrêt des tortures, des pressions et des chantages et la suppression des cellules d'isolement.

Belgique

## Trois militaires reconnaissent être les auteurs de l'attentat de Fourn-le-Comte

De notre correspondant

Bruxelles. — Trois militaires de métier — un sergent, un caporal et un soldat, — tous âgés de moins de vingt et un ans, ont reconnu, vendredi 5 août, être les auteurs de la fusillade contre les clients d'un bar de Fourn-le-Comte, qui avait fait six blessés, dont l'un grièvement, dans la nuit du 29 au 30 juillet (le Monde du 2 août). Selon la police, ces hommes seraient « proches du V.M.O. » (Vlaamse Militanten Orde), une organisation extrémiste flamande dissoute en mai dernier.

Pologne

## M. Walesa exige l'application des accords de Gdansk

Varsovie (A.F.P., A.P.). — M. Lech Walesa a adressé, jeudi 4 août, une déclaration solennelle aux autorités polonaises, leur demandant de mettre en application le contenu des vingt et un points des accords de Gdansk et d'annuler toutes les restrictions aux libertés. « Je m'adresse, a-t-il poursuivi, à vous tous qui nous avez [les dirigeants de Solidarité] mandatés et soutenus pour qu'à l'occasion du troisième anniversaire des accords vous transmettiez vos points de vue à ceux qui avaient garanti la réalisation de ces accords. »

Le président du syndicat libre hors la loi appelle ainsi, sans avoir à le mentionner, l'appel au boycott des transports lancé pour le 31 août par la T.K.K. (direction clandestine de Solidarité animée par M. Zbigniew Bujak). Il laisse, comme elle, à chacun le choix du mode de protestation. Enfin, se déclarant convaincu que l'entente « est nécessaire et possible », et que les travailleurs « ne quitteront jamais la voie d'une lutte pacifique pour leurs droits », M. Walesa conclut en appelant le pouvoir à proclamer une amnistie générale et non limitative, à rétablir le pluralisme syndical et, enfin, « à distribuer avec justice » le produit de l'activité des Polonais.

## Les manœuvres américaines ont commencé au Honduras

(Suite de la première page.)

A Managua, les autorités nicaraguayennes ont dénoncé vendredi des plans attribués à la CIA selon lesquels, avec l'appui de l'armée hondurienne et d'un conseiller argentin, aurait été préparé l'assassinat du « coordonnateur » de la jeune sandiniste, le commandant Daniel Ortega, tandis que de nouvelles attaques dirigées contre le pays seraient mises sur pied. Le chef des services de renseignements du ministère de la Défense, le commandant Julio Ramos, a présenté à l'appui de ces accusations une série de photographies de dirigeants de la force démocratique nicaraguayenne (FDN), d'anciens gardes somozistes, posant aux côtés de militaires honduriens de haut rang, ainsi que des passeports argentins utilisés par des membres de ces organisations.

Le commandant Ramos a affirmé, d'autre part, que l'opposition armée prépare une nouvelle invasion dans le nord du Nicaragua, coïncidant avec les manœuvres militaires américano-honduriennes. Il a indiqué qu'environ 1 200 contre-révolutionnaires, opérant à partir de bases établies au Honduras, sont d'ores et déjà prêts à procéder à des

incursions en territoire nicaraguayen », et a accusé la C.I.A. et l'armée hondurienne « de participer activement à ces plans ».

Le prêtre français, Jean-Marie Mondet, détenu depuis deux semaines par les autorités péruviennes, qui le soupçonnent d'être lié aux activités de la guérilla, a été conduit vendredi 5 août devant un juge d'instruction. Le prêtre, âgé de soixante et un ans, a déclaré qu'il rejetait les accusations portées contre lui. Il précise qu'il s'est consacré à la vente de livres à caractère culturel depuis onze ans, afin de contribuer à l'éducation du pays, où il est établi depuis une trentaine d'années. — (A.F.P.)

Le gouvernement chilien a interdit l'entrée du pays à deux membres italiens du Parlement européen, MM. Guido Sant'Elia et Pancrazio Di Pascual, également membres du parti communiste italien. Deux autres représentants de la même délégation européenne, qui effectuent une tournée en Amérique latine, M<sup>me</sup> Maria Antonietta Macciocchi et le Belge Hermes Glinne (socialistes), n'ont pas été renoués. — (A.F.P.)



## « Dommage que je n'aie plus eu de cartouches » Les réactions

Page 6 — La Mitraille • Dimanche 7 août et lundi 8 août 1963 \*\*\*



IGNON Les réactions

Les réactions des journalistes de l'agence I.A.P. à la mort de Charles Aguesse. Les journalistes de l'agence I.A.P. ont réagi avec émotion à la mort de Charles Aguesse. Ils ont souligné son rôle de journaliste et de militant. Ils ont également évoqué son engagement politique et social. Les réactions ont été partagées sur les réseaux sociaux et dans les médias.

Dans la presse parisienne

Les réactions de la presse parisienne à la mort de Charles Aguesse. Les journaux parisiens ont publié de nombreuses articles et tribunes sur le décès de Charles Aguesse. Les réactions ont été variées, allant de la condamnation à la célébration de sa vie. Les médias ont également évoqué son héritage et son impact sur la société.

Imants

Imants, un projet de loi ou une initiative. Le texte traite de la mise en œuvre de certaines dispositions. Il vise à améliorer la situation de certaines catégories de personnes. Le projet est soumis à l'examen des instances compétentes.

Société

Les dieux du stade

(Suite de la page 1) Plutôt que de continuer à fermer les yeux sur les pratiques sportives, il faut s'attaquer à la racine du problème. Les dirigeants du sport doivent être tenus responsables de leurs actions.

LE PROGRAMME

DIMANCHE 7 AOÛT : marathon féminin, 20 km marche masculin. LUNDI 8 AOÛT : triple saut masculin, 100 m féminin. MARDI 9 AOÛT : 400 m haies masculin, 800 m féminin. MERCREDI 10 AOÛT : 400 m féminin, 400 m masculin. JEUDI 11 AOÛT : marathon masculin, 100 m haies féminin. VENDREDI 12 AOÛT : saut en hauteur masculin, 100 m haies féminin. SAMEDI 13 AOÛT : saut en hauteur masculin, 100 m haies féminin. DIMANCHE 14 AOÛT : saut en hauteur masculin, 100 m haies féminin.

LES CHAMPIONNATS D'EUROPE A NIMES

Des boxeurs dans les arènes

De notre envoyé spécial Nîmes. Des boxeurs dans les arènes romaines. L'événement a été un succès. Les boxeurs ont donné un spectacle remarquable. Les arènes ont été remplies de spectateurs enthousiastes.

Le courage et la résistance

Même s'il s'agit de champions d'Europe officiels, ces deux combats ont été remarquables. Les boxeurs ont montré un grand courage et une grande résistance. Les combats ont été très intéressants.

Tennis : Noah battu à Newport Beach

Jimmy Connors a pour sa part triomphé de son compatriote Eliot Teltscher par 7-6, 6-1. On note aussi la victoire du Suédois Mats Wilander sur le Sud-Africain Kevin Curren par 7-6, 3-6, 6-1 et celle du Tchèque Ivan Lendl (numéro deux mondial) sur le Polonais Wojtek Fibak par 4-6, 6-3, 7-6.

Sports

APRÈS LA MORT DE CHARLES AGUESSE

Un homme qui n'a pas fait carrière

Nous avons appris avec retard la mort, le 18 juin dernier, de Charles Aguesse, professeur agrégé, officier de la Légion d'honneur, ancien directeur du service des Mouvements de jeunesse et de l'éducation populaire, et du service des Centres sociaux en Algérie.

Des duels passionnants

Des duels passionnants, bien que les minima de qualification fixés par la Fédération internationale soient très élevés. Dans ce contexte, on attend les exploits de l'Américain Lewis, qui pourrait « tripler » sur 100 mètres, 200 mètres et à la longueur, comme son prestigieux aîné Jesse Owens aux Jeux de Berlin, voire « quadrupler » en participant au relais 4 x 100 mètres.

Régions

M. Defferre rend hommage aux « soldats du feu »

M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, a rendu hommage aux « soldats du feu » pour leur engagement et leur sacrifice. Il a souligné leur rôle crucial dans la protection de la population et des biens.

Un permis de construire annulé à Nice

Le Conseil d'Etat vient d'annuler le permis de construire d'un ensemble immobilier de luxe qui devait être édifié à Nice. La décision a été prise en raison de l'absence de certaines autorisations nécessaires.

Pas de diatome autrichienne à Anvers

Les autorités belges ont refusé le 4 août de prendre en charge des déchets de diatome que l'usine autrichienne Chemie Linz se proposait d'envoyer au port d'Anvers en vue de leur incinération en haute mer.

Témoignage

APRÈS LA MORT DE CHARLES AGUESSE

Un homme qui n'a pas fait carrière

Emmanuel Roblès, Gabriel Audisio, Jean Sénac, mais aussi des « gens de l'intérieur » comme Louis Guilloux, Jean Cayrol, Francis Ponge, Emile Dermenghem, André Mandouze, Michel Leiris, le peintre Kermadec, avec l'éditeur Mimouni, Malek Benabbi, Mohammed Dib.

Naissances

Gérard IDE et Cécile, née de VAULX, laissent à Roma la joie d'annoncer la naissance de leur fils.

Mariages

Valkérie SIMON-BROSSARD et Daniel DELCHER ont la joie de faire part de leur mariage, célébré le samedi 6 août 1983, à Boissy-sous-Saint-Yon.

Décès

M. Paul ALLAIGRE, conservateur honoraire des Hypothèques, survenu à Valence, le 24 juillet 1983. Selon la volonté du défunt, les obsèques ont eu lieu à Saint-Laurent-de-la-Mer (22).

Yves, Denise Bailetto, et leurs enfants

M. et Mme Jacques Berger, M. et Mme Jean-Michel Paccard, M. et Mme Guy Gaeng, M. et Mme Jean-Michel Paccard, M. et Mme Guy Gaeng.

Anniversaires

Ce mois d'août est l'anniversaire de la disparition, à vingt-deux ans, de Gérard AUQUENIN.

Publicité

LE LIVRE D'OR DE CONNORS par Christian COLLIN. En dix ans de carrière fulgurante, Jimmy Connors est devenu une légende du tennis.

LE LIVRE D'OR DE CONNORS

En dix ans de carrière fulgurante, Jimmy Connors est devenu une légende du tennis. Ce livre raconte ses exploits et sa vie hors des courts.

LE LIVRE D'OR DE CONNORS

En dix ans de carrière fulgurante, Jimmy Connors est devenu une légende du tennis. Ce livre raconte ses exploits et sa vie hors des courts.

LE LIVRE D'OR DE CONNORS

En dix ans de carrière fulgurante, Jimmy Connors est devenu une légende du tennis. Ce livre raconte ses exploits et sa vie hors des courts.

LE LIVRE D'OR DE CONNORS

En dix ans de carrière fulgurante, Jimmy Connors est devenu une légende du tennis. Ce livre raconte ses exploits et sa vie hors des courts.



## Culture

### Au fil des festivals

## Avignon : pour un bilan subjectif

La Cour d'honneur, Pina Bausch dans la Cour d'honneur — plus particulièrement *Walter* — est pour moi le grand choc de ce XXXVII<sup>e</sup> Festival, bien que j'aie déjà vu le spectacle à Amsterdam. Plus d'une, plus de deux visions sont nécessaires pour appréhender les implications de cette œuvre en puzzle qui rabote tant de mystères. Rejet, refus, fascination, les réactions ont été radicales. Quoi d'étonnant ? Au traditionnel débat du Verger, où les spectateurs sont invités à poser des questions, c'était un beau dialogue de sourds entre ceux qui, agressifs ou chaleureux, voulaient savoir le pourquoi des choses, et ceux qui leur interprétation était la bonne, et les danseurs qui répondaient : « A chacun sa sienne ». Mais, justement, l'interprétation n'est jamais une. On ne sait pas où on est, où va ce qui bouge en soi.

Un journal a titré : « Pina Bausch, Vilar aurait aimé... ». A croire que l'imprimatur posthume est indispensable. Toutes les banalités qu'on peut aligner au sujet du mythe Vilar sont loin de la réalité. Cela tient à l'histoire du Festival, à ses fondations. Depuis sa naissance, il s'appuie sur des publics organisés, guidés par des associations comme les A.T.P. (Amis du théâtre populaire) fidèles à ce que l'on pourrait appeler la rentabilité pédagogique, base de la démocratisation théâtrale, effectivement mise en œuvre et en application par Jean Vilar. Sans ces publics, sans leur acharnement à apprendre, le Festival — comme toutes les grandes institutions — serait moins solide, le théâtre n'existerait pas en dehors de Paris et des capitales régionales. Ils n'ont jamais assez, ils n'ont jamais assez de « contacts », de rencontres, et malgré le nombre affolant de débats qui se chevauchent quotidiennement, ils en redemandent.

#### Shakespeare superstar

Bernard Faivre d'Arcier disait que pour 19 % seulement le public vient de Paris et de la région parisienne — et encore, toutes les banalités n'ont pas comme Nanterre ou Saint-Denis des salles où il se passe des choses importantes. L'intérêt du Festival, c'est que les 81 % restants ne sont absolument pas homogènes. Aux spectateurs de base se superposent, de plus en plus nombreux, ceux qui ont beaucoup vu et cherchent la nouveauté : professionnels, journalistes français, étrangers, directeurs de festival — notre vrai privilège est, pendant tout l'année, de recevoir la production artistique à la source, de première main, dans toute sa vitalité. Mais les points de vue, les références, sont trop différents pour que l'unicité soit possible. Le brassage en tout cas est intéressant, on ne le trouve pas ailleurs à cette échelle. Le Festival a ses habitudes qui ont force de loi, on s'y retrouve. Mais, cette année, elles ont été bouleversées, ou plutôt inversées.

Habituellement, les « expériences » sont réservées au Clos des Carmes, à la salle Benoît-XII... aux lieux restreints. On place dans la Cour d'honneur les

grands spectacles à moindre risque — y compris en 1982 le Théâtre du Soleil avec *Richard II* et la *Nuit des rois*. Shakespeare est superstar, les spectacles avaient fait longuement leur preuve à la Cartoucherie, et la troupe elle-même bénéficie d'un tel capital-conscience qu'elle peut se permettre des audaces d'interprétation. Il n'en va pas de même pour Georges Lavaudant et Jean-Pierre Vincent. Le public de base connaît leur nom, mais pas ou peu leur travail. De plus, ils ont présenté des textes qui ne sont pas des « vraies pièces de théâtre », et dont les auteurs sont connus d'une mince frange. Rien n'a été simple, en particulier pour les *Céphéides*. Pourtant, selon moi, à lui seul le spectacle justifiait le Festival : d'abord, il s'agit de la première pièce d'un vrai poète, Jean-Christophe Bailly. Ensuite, Georges Lavaudant, arrivé à un moment charnière de sa vie professionnelle où il pourrait continuer à faire ce qu'il fait très bien et devenir un fabricant d'images somptueuses, s'est mis en danger. Il a franchi une porte. L'expérience était limite, c'est vrai, et Faivre d'Arcier lui a redemandé une mise en scène pour 1984, mais un classique.

#### La présence des nantis

Cette année, en tout cas, toute l'audace s'est portée sur la Cour d'honneur. Le reste de la programmation, dans les lieux restreints, s'est rarement élevé au-dessus de la médiocrité bienfaisante. En faisant le compte des spectacles que j'ai vus, je m'aperçois que je me suis souvent découragé d'écrire, et ce n'est pas par paresse. Par exemple sur *Liberté à Brème*, de Fassbinder, mis en scène par Jean-Louis Houdin, avec Hélène Vincent — grâce à qui je n'ai pas sombré dans le désespoir. Le public a fait un tel succès que je n'ai pas su, j'avoue, comment ne pas paraître l'agresser ou le mépriser. Et puis, après tout, tant mieux si ça marche. Faivre d'Arcier retravaille avec Jean-Louis Houdin l'an prochain.

En fait, le triomphe d'Avignon, c'est le *Saperleau*, de Gildas Bourdet, par la Salamandre, qui s'est joué du premier au dernier jour et dont la presse nationale n'a pas fait état, puisque nous en avions déjà parlé au moment de la création et des reprises à Saint-Denis. Gildas Bourdet est sollicité pour la Cour d'honneur en 1984. Je n'ai pas parlé non plus des pièces de Heiner Müller, avec les élèves de Strasbourg, dirigés si l'on peut dire par Hervé Loichemol : *sinistre*. Ni du cycle Racine, par Anne Delbée : *Andromaque*, *Bérénice* et *Phèdre* avec en alternance deux distributions par pièce. J'ai vu les quatre cinquièmes d'*Andromaque* et j'ai fui, en me disant que je reprendrais le tout à Paris, que peut-être ça évoluerait.

L'idée d'Anne Delbée est de mêler un ou deux comédiens chevronnés — là c'était Tanis Torrens — à des élèves, autant dire des amateurs. Résultat : la comédienne rassemble ses forces et joue toute seule, les autres raient

avec des chichis qui aggravent leur maladresse. Ce n'est pas tout de commencer un acte en lisant, étendu sur une marche, un texte sur « la comédie qui détériore les mœurs », et d'arpenter la scène, l'air pensif. Arrive le moment où il faut bien les dire, les tirades en alexandrins. Et là, c'est le désastre. Une distribution homogène, à condition qu'on ne demande pas trop de fioritures, trouverait son style, et de la vigueur jusque dans sa gaucherie. Quand même, le décor, deux gigantesques chevaux qui encombraient le plateau, est une aberration.

La réhabilitation du théâtre amateur dont on parle depuis si longtemps ne passe pas par là, et elle n'est pas pour demain. Le débat au Verger des troupes off a clairement montré que les amateurs, ce sont les autres. Dans le off, comme ailleurs, chacun veut vivre de son métier, et, comme on ne peut pas compter sur les recettes pour y arriver, on entend pas lâcher les bagues de l'État mécène-maternal. Si le ministère de la culture veut réellement s'atteler à la tâche, il a intérêt à pratiquer l'action volontariste.

De toute façon, il lui faut d'urgence reconsidérer son système d'aide et de subventions. On se gargarise sur la vitalité du théâtre français comme si on était dans les années 70. A Avignon, qui reflète et focalise la situation générale, on est bien obligé de constater que le théâtre est en perte de vitesse et tourne en rond. La danse s'en nourrit, se colle aux musiques du présent, invente des formes, produit les spectacles les plus intéressants : Régine Chopinot, François Verret, Anne de Keersmaecker.

Un phénomène étonnant, c'est l'engouement pour les lectures — textes de philosophes, Aragon par Vitez (qui montera un opéra l'an prochain), les écritures contemporaines. Les Français, paraît-il, ne lisent plus, ils adorent qu'on le fasse pour eux. Les talents ne manquent pas, c'est certain, ils crâchent dans un gâchis d'argent et d'énergie, noyés dans une masse spongieuse, personne n'ose définir de stricts critères de qualité professionnelle et les appliquer. Arbitraires sans doute, mais guère plus que ceux du copinage, du népotisme des affinités politiques, des négociations avec les pouvoirs locaux.

On reproche parfois à Faivre d'Arcier de travailler uniquement avec les institutions. Mais, comme ses prédécesseurs, il n'a pas les moyens de produire à 100 % ni même à 50 %. Il doit se tourner vers les « nantis ». Les autres ont à trouver une coproduction, et où, sinon auprès de ces mêmes nantis ? Ou alors le Festival durerait deux semaines et créerait trois spectacles. Ce n'est pas sa vocation, ni l'ambition de Faivre d'Arcier. Au contraire, il rêve d'un grand Festival des arts, auquel participeraient des pays étrangers, plus toutes les villes de l'Hexagone qui y consacraient un fort budget et leur imagination. Le bicentenaire de la Révolution, mieux que celui des États-Unis en 1976. On voudrait y croire.

COLETTE GODARD.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.

ROGER BÉCIAUX.







# France / services

## RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 6 août

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 **Jeu** : L'assassin est dans la ville. De J. Antoine et J. Bardin. Une candidate est chargée de résoudre une énigme policière dont les protagonistes sont des comédiens amateurs. Ce soir, dans la ville de Sens.
- 21 h 50 **Série** : Shogun. D'après J. Clavel, réal. J. London. Avec R. Chamberlain, Y. Shimada, A. Badel. Anjin échappe à une tentative d'assassinat, alors que la rivalité entre Ishido et Toranaga ne fait qu'augmenter. Une série gigantesque que l'on regarde comme une bande dessinée. Suspense, violence.
- 22 h 55 **22, v'la le rock**. Émission de J.-B. Hebezy, réal. C. Roche. Les années 80, avec Captain Sensible, Dexy's Midnight Runner, Human League.
- 23 h 40 **Un soir, une étoile**.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 20 h 35 **Variétés** : La plus belle affiche. Réal. C.-J. Philippe. « Je ne regrette rien », avec C. Trénel, E. Piof, Y. Montand, S. Becher.
- 22 h 10 **Jeu** : La chasse aux trésors. En Bavère (rediffusion).
- 23 h 10 **Journal**.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 **Festivals d'été** : Festival de Valréas. Lorenzo, d'Alfred de Musset, en direct du château de Simiane, à Valréas. Coprod. Nuits théâtrales de l'Empire (Salon) et Nuits de l'Enclave (Valréas) ; mise en scène de René Jaureau ; avec A. Recoing, R. Rancou, P. Vial.
- 22 h 45 **Journal**.
- 23 h 5 **Musiklub**. Quintette en si pour clarinette et cordes, de J. Brahms, par M. Gabal, clarinette, M. Le Floch et R. Daugaveil, violons, B. Pasquier, alto, et J.-M. Gamaré, violoncelle.

### FRANCE-CULTURE

- 17 h **Le récit de Shéhérazade**, de B. de la Salle. Avec des conteurs, chanteurs, musiciens (enregistré à Avignon le 20 juillet).

### FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 **Concert** (donné le 7 mai 1983 à l'Opéra de Bayreuth) : Musica Bayreuth 83, œuvres de J.-S. Bach, Mozart, Haydn, Chtakovich, Pergolèse, par l'Orchestre du Festival Strings de Lucerne, dir. R. Baumgartner ; sol. G. Larsen, violon, et P. Leisegang, violoncelle.
- 22 h 15 **Les pêcheurs de perles** : Bertok dans les années 50.

Dimanche 7 août

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 17 h **Série** : Les chevaux du soleil.
- 18 h **Sports dimanche**.
- 19 h 30 **Les animaux du monde**.
- 19 h 5 **L'odyssée sous-marine** de l'équipe du commandant Cousteau. Le vol du pingouin (rediffusion).
- 20 h **Journal** (et à 22 h 25).
- 20 h 35 **Film** : L'Héritier. Film français de P. Labro (1972), avec J.-P. Belmondo, C. Gravano, J. Rochefort, C. Desner, M. Kervin, M. Beuzon (rediffusion).
- L'héritier d'un empire industriel et d'un groupe de presse se heurte aux intérêts d'une multinationale qui a provoqué la mort de son père dans un accident d'avion. Le style brillant d'un cinéaste transposant, en France, le film noir américain et le film policier selon Rost. Une forte composition de Belmondo.
- 22 h 35 **Droit de question**. Réalisation J. Audier. Trois femmes : Leslie Bados, Ghislaine Ottenheimer et Viviane Blassat interrogent trois hommes : Pierre Desproges, Marcel Bigard et Michel Drucker.
- 23 h 20 **Journal**.
- 23 h 35 **Lecture érudite** : Déclaration d'amour. Émission de J.-F. Delaunay. Les plus belles et les plus cruelles lettres d'amour.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A2

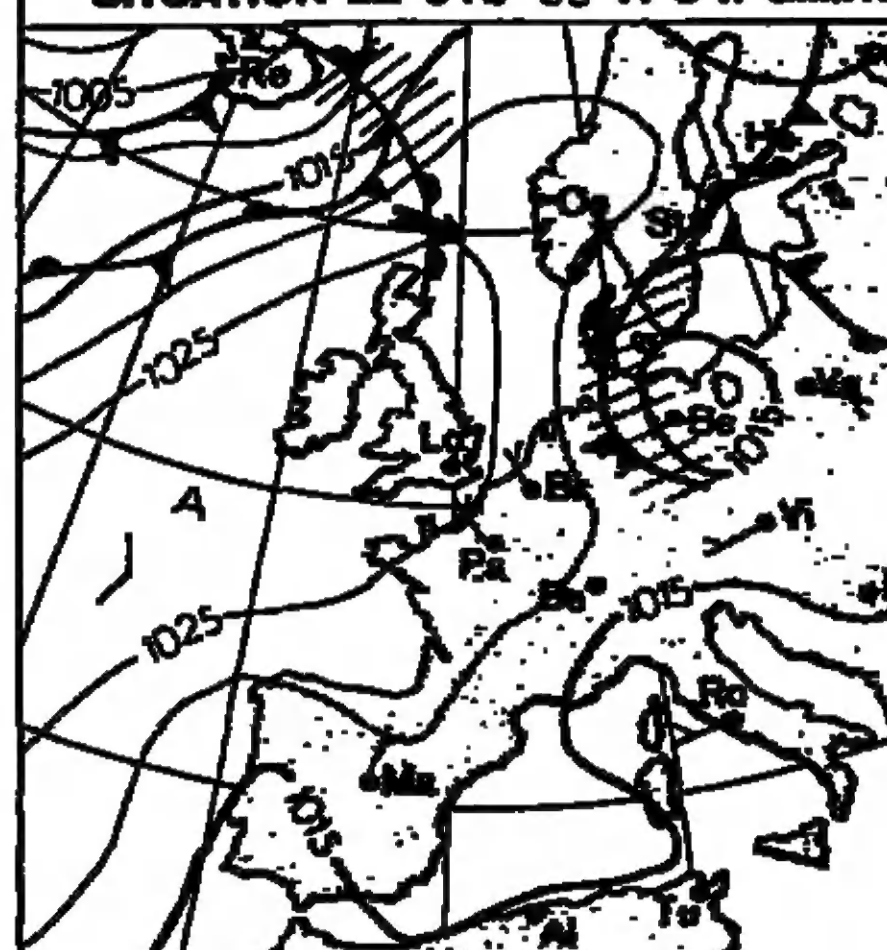
- 17 h 15 **La Panthère rose**.
- 18 h 25 **Série** : Mémoires de Jugg. 2 + 2 = 4. Réal. C. Chabrol (rediffusion).
- 19 h 55 **Studio 2**.
- 20 h **Journal**.
- 20 h 35 **Série** : Bonjour, Monsieur Lewis. De R. Benayoun. Sketches, extraits de films ou de récitals du grand comique américain.
- 21 h 25 **Documentaire** : Petite confession filmée de Luis Buñuel. Réal. M. Lefèvre. En hommage au cinéaste récemment disparu, A2 rediffuse une émission de mai 1981. Interrogé dans sa maison de Mexico par J.-C. Carrière, adaptateur français de plusieurs de ses films, Buñuel raconte ses souvenirs, ses études à Madrid avec Lorca et Dalí, Paris, Hollywood... Un entretien où se mêlent l'ironie et la séduction.
- 22 h 10 **Documentaire** : Ateliers d'artistes. De J. Farges. Un film documentaire sur ce qui précède ou prolonge la création picturale : trois artistes contemporains (Jean Cluett, Jean Messager et Pierre Alechinsky) dans leur atelier.
- 22 h 50 **Jazz** : la Grande Parade. Avec Chuck Berry.
- 23 h 20 **Journal**.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 18 h 35 **Pour les jeunes**.
- 19 h 40 **R.F.O. hebdo**.
- 20 h **Série** : Benny Hill.
- 20 h 35 **Série** : Les héros de l'Histoire. Réal. C. Villardet. Les châteaux de la Loire : l'histoire de la France de 1337 à 1453, les guerres avec les Anglais, et le repli des rois de France à Amboise, Chambord ou Chenonceaux.

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 6.8.83 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le samedi 6 août à 0 heure et le dimanche 7 août à minuit.

Des conditions anticycloniques continuent à prédominer sur le pays. Toutefois, le minimum d'Europe centrale évoluant très lentement, générera encore un peu d'instabilité dans l'est, tandis qu'un autre minimum voisin du Portugal dirigé vers les masses d'air instable vers les Pyrénées.

Dimanche, à l'exception de nuages d'instabilité présents de la Champagne et des Ardennes jusqu'au Nord-Est et au Jura et de brumes matinales près de la Manche, le temps sera très ensoleillé sur l'ensemble du pays avec vent modéré de secteur nord-est. Le soir apparaîtra une tendance orageuse près des Pyrénées.

Les températures évolueront peu, avec des minima de 15 à 20°C sur les régions méditerranéennes, 14 à 17°C sur les côtes atlantiques, 11 à 14°C ailleurs, localement 9 dans le Massif Central. Les maxima seront de 27 à 30°C sur le sud-ouest, 26 à 32°C sur le pourtour méditerranéen, 20 à 24°C de la Bretagne au Nord de la Seine et dans le Nord-Est, 24 à 27°C sur les autres régions.

Pression atmosphérique réduite au niveau de la mer à Paris, le 6 août à 0 heure : 1 024,6 millibars, soit 768,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 6 août ; le second le minimum dans la nuit du 5 août à 6 heures) :

Agde, 27 et 15 degrés ; Biarritz, 24 et 16 ; Bordeaux, 27 et 14 ; Bourges, 25 et 12 ; Brest, 23 et 13 ; Caen, 21 et 10 ; Cherbourg, 20 et 14 ; Clermont-

PRÉVISIONS POUR LE 7-8-83 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 7 AOÛT A 0 HEURE (G.M.T.).



Ferrand, 25 et 10 ; Dijon, 24 et 14 ; Grenoble, 27 et 12 ; Lille, 21 et 11 ; Lyon, 25 et 13 ; Marseille-Marganne, 29 et 19 ; Nancy, 20 et 14 ; Nantes, 26 et 14 ; Nice-Côte d'Azur, 26 et 18 ; Paris-Le Bourget, 23 et 11 ; Pau, 26 et 12 ; Perpignan, 32 et 22 ; Rennes, 25 et 11 ; Strasbourg, 20 et 14 ; Tours, 25 et 13 ; Toulouse, 29 et 14 ; Pointe-à-Pitre, 33 et 26.

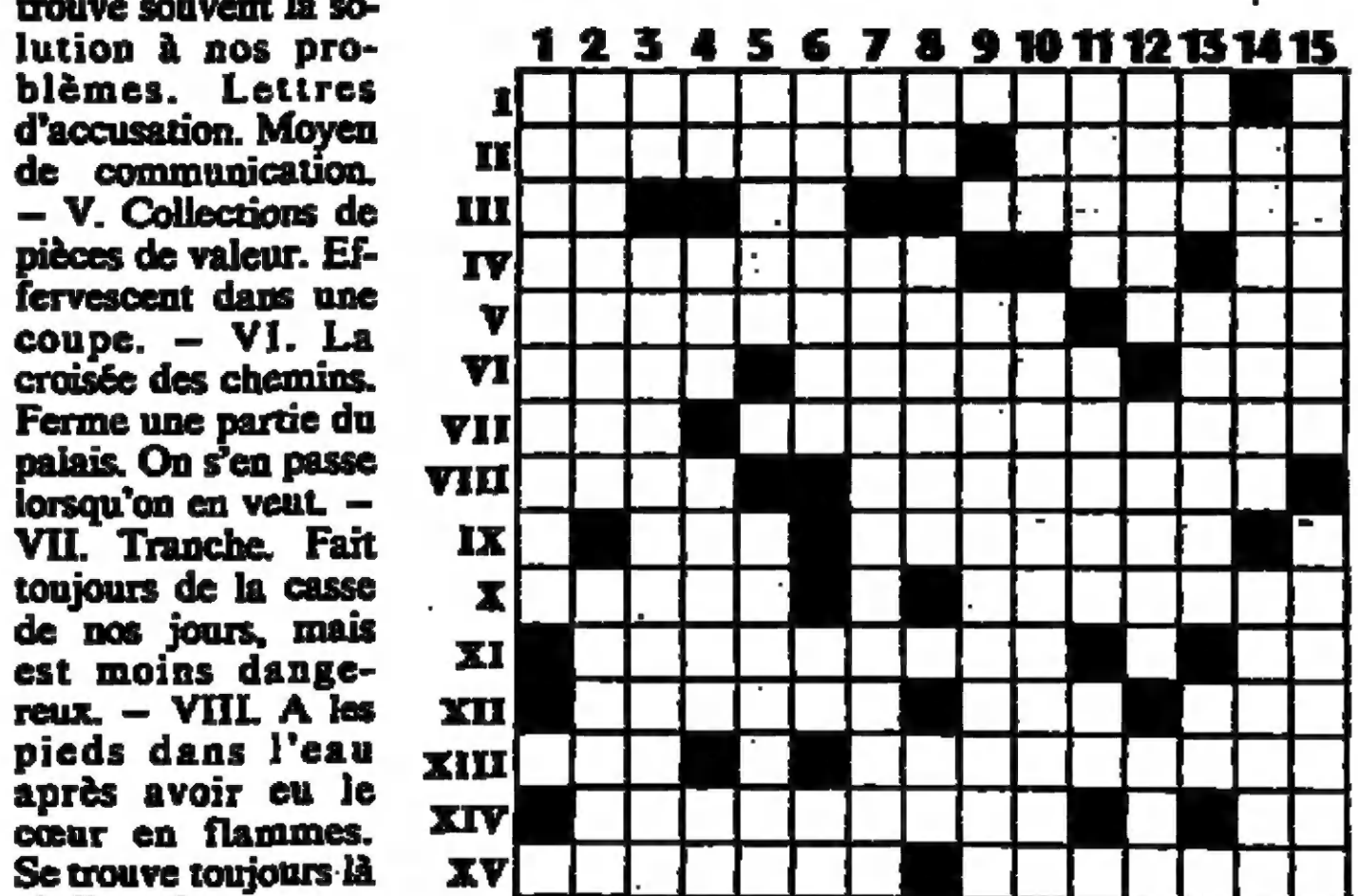
Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 19 degrés ; Amsterdam, 21 et 13 ; Athènes, 33 et 22 ; Berlin, 14 et 10.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3509  
HORIZONTALEMENT

I. Peut donner des coups de crosse s'il est pris par la queue. - II. Fuite de liquide qui échappe à tout contrôle. Récupère donc sa mise. - III. Heureux passé. Éléments d'une échelle. Passe sa vie dans le besoin. - IV. On y a la solution à nos problèmes. Lettres d'accusation. Moyen de communication. - V. Collections de pièces de valeur. Effervescence dans une coupe. - VI. La croisée des chemins. Ferme une partie du palais. On s'en passe lorsqu'on en veut. - VII. Tranche. Fait toujours de la casse de nos jours, mais est moins dangereuse. - VIII. A les pieds dans l'eau après avoir eu le casque en flamme. Se trouve toujours là où l'on n'est pas. - IX. Salle de jeu. Conducteur d'énergie. - X. Peintre ou écrivain français. - XI. Adopté par la famille. Tendaient plus à calmer dans le temps que de nos jours. - XII. Conjonction. Fait pousser des hauts cris. Occupe une situation élevée en Espagne. Symbole chimique. - XIII. Mot de cinq lettres bien connu. Attire la vue ou soumet aux regards. - XIV. Pour faire la soupe ou le beurre. Symbole de puissance. Symbole de richesse. - XV. Double tout ce qu'il précède. Porte plus à la grisaille qu'à la grisaille. - XVI. En Asie. Maîtresse ou femme. Voit le jour en pleine nuit. -



9. Femmes d'affaires toujours très arrangeantes. - 10. Employé en toute égalité. On y voit donc goutte. - 11. N'est pas de marbre malgré les apparences. Fait de l'huile. En mauve. - 12. Drame de Sardou. Repose sur les canapés. Poisson rouge. - 13. C'est une fois dressé qu'il est difficile à mater. Est pour une meilleure entente mais pas pour la paix des ménages. Donne une main sûre. - 14. Facilite les échanges franco-espagnols. N'est donc pas du genre à frapper. - 15. Peut être bon et être le plus mauvais. A donc deux côtés identiques.

Solution du problème n° 3508 :

Horizontalement :

I. Inamovibilité. - II. Nécessaire ; ang. - III. Surtout ; sur. - IV. Obi ; embrigadé. - V. U.A.G. ; Erection ; un. - VI. Unis ; afric. - VII. Cordes ; abrasive. - VIII. Orné ; soûl ; ne. - IX. Née ; ne ; pêcheurs. - X. Ni ; seins ; rousse. - XI. Allé ; robe ; al. - XII. Blutoû ; ou ; st. - XIII. Lei ; roulerait. - XIV. Erro ; née ; go ; aile. - XV. Este ; sentines.

Verticalement :

1. Inoupposables. - 2. Noubé ; oreiller. - 3. Abri ; urée ; hère. - 4. Mie ; onde ; sot ; or. - 5. Orléans ; né ; oint. - 6. Vi ; essai ; EE. - 7. Lames ; narre. - 8. Bière ; Aps. - 9. Irritable ; rouge. - 10. Le ; nier ; croûton. - 11. Agoraphobie. - 12. Ta ; unes ; euc ; ral. - 13. Ente ; sinus ; sain. - 14. Go ; versatile. - 15. Dépassé ; sel ; us.

GUY BROUTY.

## PARIS EN VISITES

LUNDI 8 AOÛT

- « La montagne Sainte-Geneviève », 15 h 45, rue des Ecoles, M<sup>me</sup> Legrégois.
- « Le café Procope », 16 h 13, rue de l'Antienne-Comédie, M<sup>me</sup> Zojovic (Caisse nationale des monuments historiques).
- « L'église Saint-Eustache », 13 h, rue du Jour (Paris et son histoire).
- « Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Région de Paris).
- « La Conciergerie », 14 h 45, 1, quai de l'Horloge (Tourisme culturel).
- « L'île Saint-Louis », 14 h 30, 6, boulevard Henri-IV (Le vieux Paris).

MARDI 9 AOÛT

- « La manufacture des Gobelins », 42, avenue des Gobelins, M<sup>me</sup> Garnier-Ahlberg.
- « Hôtel de Lamoignon », 15 h 17, quai d'Ajoux, M<sup>me</sup> Leclercq.
- « Cimetières du Père-Lachaise », 15 h, entrée boulevard de Ménilmontant, M<sup>me</sup> Legrégois.
- « Fagades 1900 », 29, avenue Rapp, M<sup>me</sup> Penne.
- « Saint-Roch », 15 h 28, rue Saint-Honoré, M<sup>me</sup> Zojovic (Caisse nationale des monuments historiques).
- « Quartier du Marais », 15 h, place des Vosges, statue de Louis XIII.
- « Salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, 29, rue de Rivoli (Arcs).
- « La Seine », 14 h 30, place du Châtelet (Paris autrefois).
- « Champs-Élysées », 15 h, 2, rue de Pontillon (Paris et son histoire).
- « Le Marais », 14 h 30, 2, rue de Sévigné (Le vieux Paris).

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 6 août :

### DES DÉCRETS

● Portant publication de l'accord sur la Sécurité sociale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République gabonaise.

● Portant publication de la convention européenne sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière de garde des enfants et le rétablissement de la garde des enfants.

## ABONNEMENTS VACANCES

France 15 jours ..... 79 F 1 mois 1/2 ..... 188 F  
3 semaines ..... 99 F 2 mois ..... 241 F  
1 mois ..... 136 F 3 mois ..... 341 F  
(Pour les tarifs d'abonnement à l'étranger, veuillez nous consulter.)  
Pour recevoir régulièrement le Monde à votre adresse de vacances, retournez ce bulletin, rempli en majuscules, au moins DIX JOURS avant votre départ et adressez-le avec le règlement correspondant à :

**Le Monde**

Service des Abonnements  
5, rue des Italiens - 75427 PARIS CEDEX 09

Nom ..... Prénom .....  
N° ..... Rue .....  
Code postal ..... Ville .....  
Je m'abonne au Monde pendant les vacances pour .....  
du ..... au ..... Versement joint .....

**lentilles de contact souples**  
C'est la joie de VOIR NET à l'œil nu.

Elles sont, aujourd'hui, si souples, si légères, si perméables à l'air et à l'eau qu'on ne les sent même plus. C'est comme si l'œil était nu avec un champ visuel normal et une correction parfaite.

**Ysophtic**  
80, bd Malesherbes  
75006 Paris Tél 563 85 32

Venez vite faire un essai  
Documentation et liste des correspondants  
France et étrangers sur demande

**Ysophtic**



## APRÈS LE NOUVEAU PLAN POUR MANUFRACTURE

« On va retrousser les manches »

De notre correspondant

Saint-Etienne. — La S.C.O.P.D. Manufrance, qui, voilà trois semaines, se trouvait menacée de liquidation de biens — l'U.R.S.S.A.F. l'ayant assignée devant le tribunal de commerce de Saint-Etienne pour une dette de neuf millions de francs — semble, au moins pour quelques temps, tirée d'affaire. L'Etat vient d'entendre le plan financier de sauvetage de l'entreprise (le Monde du 6 août), après une vaine hésitation de plusieurs mois.

Le versement de 130 millions de francs qui s'étendra sur un an et demi apporte une réelle bouffée d'oxygène à l'entreprise stéphanoise au bord de l'asphyxie financière. Sans doute, sur sept cent neuf emplois, cinquante-trois salariés mis en pré-retraite et soixante-seize autres licenciés devront être sacrifiés sur l'autel du plan de développement de la S.C.O.P.D. axé avant tout sur la production de l'arme de chasse et de la machine à coudre. Cela dit, à la S.C.O.P.D. on envisage désormais l'avenir avec optimisme. Son secrétaire général, M. Jean-Yves Gallat, déclarait vendredi : « Depuis deux ans, on ne demandait qu'à travailler. L'Etat nous en donne les moyens... On va retrousser les manches ».

Au niveau syndical, la C.G.T. de l'entreprise parle de « victoire importante au plan politique ». La S.C.O.P.D. Manufrance va pouvoir rester sur le marché national et international : le patronat, les financiers, voulaient que Manufrance meure ; ils ont subi un échec cinglant. Quant aux six mille-seize licenciés annoncés, la C.G.T. déclare : « Nous ne les prenons pas pour soldes de tout compte ». Pour elle, c'est un fait inacceptable mais nous ne pouvons pas tomber dans le piège du tout ou rien des financiers et du patronat ».

A la municipalité stéphanoise, le premier adjoint au maire, le docteur Christian Cabat, a, de son côté, exprimé le souhait que la coopérative « trouve des marchés, produise et vende mais dans le cadre des lois du marché, c'est-à-dire sans traitement de faveur la privilégiant par rapport aux autres entreprises stéphanoises ayant le même créneau d'activité. Si on ne procède pas à une restructuration de la coopérative, il est à craindre que cette nouvelle injection de capitaux publics ne serve qu'à passer un nouveau cap, sans constituer une solution de fond ».

Ph. M.

## LES MOTOS TRIUMPH C'EST FINI

Meriden (A.P.). — Les ouvriers de la « Triumph Motorcycles Ltd » se sont révoltés, vendredi 5 août, à la suite de leur coopérative ouvrière. Avec leur entreprise disparaît le dernier fabricant de motos britanniques, des motos qui ont dominé le monde du deux-roues autrefois, avant la suprématie japonaise.

En 1974, les employés de l'entreprise « Norton Villiers Triumph Company » avaient repris les affaires en main grâce à un prêt de 5 millions de livres, accordé par le gouvernement.

La coopérative avait réussi à relancer la vente de la célèbre 650 cm<sup>3</sup> « Bonneville », chère aux policiers anglais.

Mais l'endettement croissant et la baisse des commandes ont obligé « Triumph » à demander un nouveau prêt de 8 millions de livres au gouvernement travailliste. « Triumph » n'a pas su faire face à l'effort de production de l'industrie japonaise à renouveler ses gammes. Ces choses curieuses, « Yamaha » a commercialisé pendant des années une 650 cm<sup>3</sup> dont l'architecture mécanique ressemblait beaucoup au célèbre bicyclette anglais. Le sursaut du survivant de la cohorte des Norton, B.S.A. et autres Royal Enfield aura été vain.

La production des « Triumph » a été arrêtée à Meriden en début d'année, et les 180 employés qui n'avaient pas perdu leur travail à ce moment ont décidé, vendredi, qu'il valait mieux « liquider volontairement la société ».

## L'ACCORD DE COOPÉRATION ENTRE HONEYWELL ET ERICSSON EST SIGNÉ

Minneapolis (A.F.P.). — La société américaine Honeywell et le groupe suédois Ericsson ont annoncé officiellement, vendredi 5 août, la création d'une société commune spécialisée dans la communication (le Monde du 6 août). Baptisée Honeywell-Ericsson Development, détenue à égalité par les deux groupes, elle devrait être opérationnelle en octobre prochain, et emploiera cent cinquante techniciens.

L'accord prévoit également qu'Honeywell distribuera les derniers centraux de communication privés développés par Ericsson en Amérique du Nord, et définit un programme à long terme d'échange de technologies. M. Spencer, directeur général d'Honeywell, a précisé que la filiale commune se spécialisera dans les systèmes de communications intégrés de données et de la voix, notamment dans les immenses bureaux, complétant ainsi les produits informatiques d'Honeywell.

La C.E.E. impose des droits antidumping sur certaines importations d'acier plat (larges bandes à chaud) en provenance du Brésil, d'Argentine, du Canada et du Venezuela, pays qui pratiquent des prix artificiellement bas préjudiciables aux sidérurgistes européens.

## INTERNATIONAL HARVESTER ET RENAULT NÉGOCIENT

Des discussions vont s'ouvrir entre International Harvester France et Renault en vue d'un possible rapprochement.

Le groupe américain I.H. (ex-Mac Cormick), un des géants du machinisme agricole, est malade. Très malade. Pour l'exercice 1982, le groupe a perdu 1,6 milliard de dollars pour un chiffre d'affaires de 4,3 milliards de dollars. Les divers plans de sauvetage prévoient la cession de plusieurs usines et filiales et une réduction drastique des effectifs.

I.H. France employait encore fin 1981 quatre mille cinq cents personnes. Aujourd'hui, trois mille six cents. Implantée en France depuis 1905, cette filiale fabrique des moissonneuses-batteuses. Elle a enregistré en 1982 une perte de 415 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 2,6 milliards de francs.

I.H. France a besoin d'un plan de restructuration à long terme qui passe par des accords industriels. Déjà, en février 1983, elle a signé un accord de coopération avec la filiale française de Massey-Ferguson pour tenter de résorber leurs surcapacités de production. Mais cela reste insuffisant. Aussi évoquait-on depuis quelques semaines les conversations en coulisse entre I.H. France et Renault, numéro un du marché français du machinisme agricole (pour les tracteurs), qui perd aussi de l'argent.

Il semble que les pouvoirs publics français aient subordonné la mise sur pied d'un plan financier pour sauver I.H. France à l'intervention des banques, divers investisseurs et de l'argent public à un accord industriel avec la Régie.

Le gouvernement souhaite, précise Renault, une « restructuration du secteur du machinisme agricole », et « des négociations sont actuellement en cours avec d'autres constructeurs pour rechercher des solutions européennes ».

## M. FABIUS PROPOSE AU C.N.P.F. DE RÉEXAMINER LE SYSTÈME DES AIDES PUBLIQUES

Le C.N.P.F. ne fera connaître que le 17 août sa position sur la proposition de M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie, de la recherche et de la technologie, de créer une commission C.N.P.F.-administration afin de réexaminer le dispositif d'aides publiques aux entreprises. A cette date, le C.N.P.F. fera connaître « dans quelles conditions l'établissement d'une commission mixte pourrait répondre aux préoccupations exprimées par les chefs d'entreprise ».

M. Fabius avait lancé cette proposition lors de son passage, jeudi 4 août, au journal de midi d'Antenne 2. Selon le ministre, cette commission pourrait étudier une simplification des procédures des aides publiques et leur transformation, chaque fois que cela sera possible, en des allègements de charge.

## EN INDE

## La grande peur des grandes familles

De notre correspondant

New-Delhi. — L'histoire commence à la Bourse de Delhi, quelques jours avant la présentation du budget. Le marché y est plutôt déprimé. Une exception, toutefois, les actions de Delhi Cloth and General Mills, D.C.M., une entreprise qui fabrique des vêtements, des produits chimiques, des engrais, du sucre, des ordinateurs, etc., a réalisé en 1982 un chiffre d'affaires de 4,2 milliards de roupies (1). La première semaine de février, l'action D.C.M. est cotée entre 34 et 36 roupies. La seconde semaine, elle atteint 39 roupies et le 28 février, jour de la présentation du budget, plus de 54 roupies, c'est-à-dire plus du double de sa valeur au pair. Les professionnels sont intrigués.

A la même époque, un autre géant, Escorts (tracteurs et motos), fait l'objet d'un engouement semblable. L'entreprise, qui figure elle aussi dans le peloton de tête des sociétés indiennes, est, il est vrai, parmi les plus dynamiques du pays. Fondée par H.P. Nanda, elle a vu ses ventes multipliées par six en dix ans pour atteindre, aujourd'hui, 2,4 milliards. De janvier à février, l'action Escorts passe de 40 à 54 roupies. En mars, les choses s'accroissent et, fin avril, l'action D.C.M. frise les 80 roupies tandis que celle d'Escorts atteint 70 roupies. En moins de trois mois, la première a augmenté de 130 %, la seconde de 75 %. Cette fois, les professionnels flairent le « gros coup », des centaines de milliers d'actions ayant changé de mains.

## Règlement de comptes

On pense, d'abord à un règlement de comptes au sein de la famille Shrivastava, qui contrôle D.C.M., mais on abandonne vite cette piste. De plus, les performances récentes de l'entreprise ne sont guère de nature à susciter les convoitises, à moins que l'acheteur mystérieux n'envisage une véritable prise de contrôle. Les regards se tournent alors vers les grands prédateurs locaux. On soupçonne, par exemple, R.P. Goenka, qui vient justement de tenter d'étendre son empire en faisant main basse sur l'un des deux grands constructeurs automobiles indiens. Sans succès, cependant...

D'ailleurs, contacté, Goenka se disculpe. En fait, lui aussi aimerait bien savoir... On passe alors en revue les acheteurs potentiels indiens pour convenir rapidement qu'aucun d'entre eux ne dispose des ressources financières requises par ce qui s'annonce comme deux des plus importantes prises de contrôle observées à ce jour en Inde. Sur-tout, aucun ne paraît capable de supporter ensuite les impôts qui en seraient la rançon.

Reste donc une seule possibilité : un Indien résidant à l'étranger, dans la mesure où ses investissements éventuels bénéficient désormais d'un traitement fiscal privilégié. On pense ainsi à Lalwani et aux Shivdassanis (établis à Londres), aux Harilals (Hongkong) et aux Hindujais (Suisse) dont certains affirmeront plus tard qu'ils avaient effectivement envisagé d'investir, en actions, 500 millions de dollars. Très vite, cependant, un nom va s'imposer, celui de Swraj Paul, cinquante-deux ans, un industriel indien installé depuis dix-sept ans en Grande-Bretagne dont il est citoyen. Il a en effet et l'argent (les actifs de son groupe sont évalués à plus de 100 millions de dollars) et un savoir-faire qui lui a valu, sur la place de Londres, le surnom de « roi de la prise de contrôle ».

L'« ennemi » ainsi identifié, la menace apparaît dans toute sa dimension. Elle est mortelle. Car la famille Ram ne possède seulement qu'environ 10 % des huit millions d'actions de D.C.M., les Nandas à peine 5 % (ils en revendraient 15 %) des 13,4 millions d'actions Escorts. D'où leur vulnérabilité. En fait, la plupart des sociétés indiennes sont dirigées par des familles qui ne pos-

sèdent ou ne contrôlent pas plus de 5 % à 10 % des actions (2). D'ailleurs, la loi indienne fixe un plafond de 40 %, voire de 20 %, dans le cas de nouvelles firmes. A quoi vient s'ajouter un système fiscal particulièrement dissuasif.

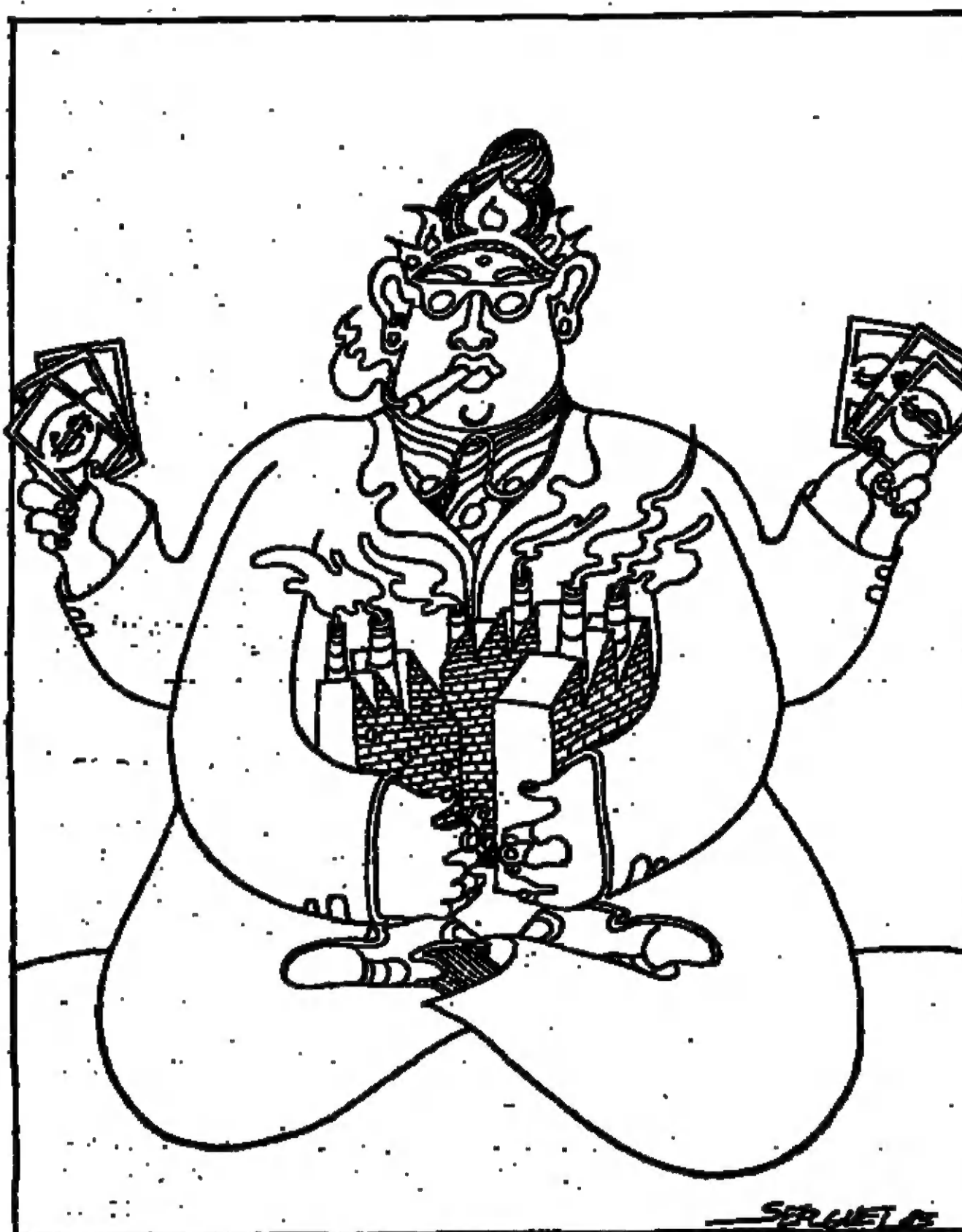
Ainsi les institutions financières publiques (compagnies d'assurances, banques de développement), canalisant la plupart des fonds investissables, sont les plus gros actionnaires du pays (7,5 milliards investis en actions) et contrôlent les principaux groupes industriels privés (3). Dans le cas de la D.C.M. et d'Escorts, elles détiennent par exemple respectivement 45 % et 54 % des actions.

Là se trouvent donc les arbitres, les maîtres du jeu. Ceux dont dépend, finalement, le succès ou l'échec d'un Swraj Paul. Or si ce dernier n'est pas le seul de son espèce (les hommes d'affaires indiens réussissent plutôt bien à l'étranger), il est, en revanche, le seul à entretenir des relations privilégiées avec M<sup>rs</sup> Gandhi, l'ancien premier ministre n'ayant sans doute pas oublié qu'il fut l'un des rares à

été les principaux bailleurs de fonds des partis politiques à faire « le bon choix ».

Dès au soir, les Rams et les Nandas ne devaient pas tarder à contre-attaquer. Ils ne manquaient, pour ce faire, ni d'armes ni d'arguments. D'abord, ils mobilisaient les principales organisations professionnelles et faisaient habilement jouer le réflexe de la solidarité. « Aujourd'hui, expliquaient-ils, c'est nous qui sommes visés ; mais demain ce peut être votre tour. » Car, insistaient-ils, personne n'est vraiment à l'abri, pas même les plus grands, les plus prestigieux, les Mahindras, par exemple, ou bien les Tatas. Le message était entendu. Rivalités, jalousies, dissensions, étaient oubliées. L'heure était à l'union. Et les familles menacées s'efforçaient d'accroître leur portefeuille tout en sapant leurs actionnaires, dans une lettre ouverte publiée dans la presse, de « ne pas sacrifier un avenir prometteur pour un gain à court terme ».

Ensuite, c'est l'opinion publique qui se voyait prise à témoin



Dessin de SERGUEI

demeurer à ses côtés pendant la traversée du désert. Admirateur inconditionnel de M<sup>rs</sup> Gandhi (« Elle est incontestablement ce qu'il y a de mieux pour le pays »), il relevait encore récemment dans une interview, au magazine Sunday que l'état d'urgence, si décrié et responsable en grande partie de la défaite électorale de M<sup>rs</sup> Gandhi en 1977, était justifié et avait été instauré « dans le respect de la Constitution ».

A présent expatrié, il n'en a pas moins été l'un des deux étrangers (avec Richard Attenborough, le producteur du film Gandhi) à recevoir, le 2 avril dernier, la distinction la plus prestigieuse que l'Inde confère à ceux qu'elle entend honorer. Comment, demandaient alors certains, imaginait-il dans ces conditions, qu'il ait pu déclencher une telle opération sans le « feu vert » de celle à laquelle il voue pareille admiration ?

Il restait à déterminer quel pouvait être, dans cette opération, l'objectif du premier ministre. Plusieurs hypothèses étaient avancées, dont la volonté de raffermir, à la veille d'élections électorales importantes, son contrôle sur les milieux d'affaires, grâce au pouvoir considérable dévolu par le gouvernement par l'intermédiaire des institutions financières. Comment les industriels indiens pourraient-ils, en effet, ignorer cette épée de Damoclès suspendue au-dessus de leurs têtes ? Une manière comme une autre d'inciter ceux qui ont toujours

du « combat inégal ainsi imposé à de vénérables familles que l'on voulait soudain spolier du fruit de leur travail ». « Nous ne sommes pas sur un pied d'égalité », se plaignaient les industriels locaux qui dénonçaient l'utilisation ainsi faite par certains des concessions octroyées pour s'emparer des compagnies bien gérées.

## La contre-attaque des industriels

Les industriels menacés agissaient au niveau politique. N'ayant pu accéder au bureau d'un premier ministre « trop occupé », une délégation composée de représentants du Gotha de l'industrie indienne était reçue, le 20 avril, par le ministre des finances. Son objectif : obtenir d'une part l'assurance que les institutions financières ne se feraient pas les complices d'une éviction des dirigeants en place ; d'autre part, que le portefeuille des Indiens non résidents serait limité à 2 % des actions d'une même société.

Le 2 mai, le ministre annonçait que le gouvernement avait finalement décidé d'imposer un plafond de 5 % à l'investissement des non-résidents indiens dans les sociétés locales.

Une concession apparente dans la mesure où il pouvait être dérogé à cette règle avec l'accord de la Banque centrale, de l'avis des spécialistes, Swraj Paul (qui avait investi dans l'opération entre 80 et 100 millions de roupies) avait

sans doute d'ores et déjà dépassé la limite ainsi imposée et pouvait, de plus, poursuivre ses menées par l'intermédiaire de tiers. Rien n'empêchait également un non-résident ne possédant que 5 % des actions d'une compagnie d'en prendre le contrôle avec le soutien des institutions financières majoritaires, c'est-à-dire du pouvoir en place. N'avait-il pas été précisé, en effet, que le gouvernement n'entendait pas remettre en cause le statu quo « dans les firmes bien gérées » ? Mais qui en déciderait et selon quels critères ?

Les grandes familles n'étaient pas au bout de leurs peines. Manifestement excédé d'être cloué au pilori par des industriels se proclamant les victimes d'« un nomade sans scrupule », et d'être ainsi présenté à l'opinion comme le symbole d'une dangereuse « invasion étrangère », Swraj Paul se lançait dans un violent réquisitoire contre ses détracteurs.

D'abord, faisait-il remarquer à juste titre, la politique du gouvernement visait à inciter les non-résidents à investir en Inde et à être suggérée par les industriels locaux eux-mêmes, en quête de fonds « neutres » dont ils pouvaient user à leur gré, jusqu'à ce qu'ils en découvrent les dangers en en devenant soudain les victimes.

Ensuite, demandait Swraj Paul, en vertu de quoi une minorité des actions d'une compagnie peut-elle revendiquer un droit quasi-héréditaire à en assurer la direction, si ce n'est en vertu d'une conception féodale du capitalisme qui, affirmait-il, se soucie davantage de ses intérêts que de ceux des autres actionnaires.

## « Les graines d'une révolution »

« Ceux qui aujourd'hui crient « au loup », en appellent au gouvernement, essayent de semer la panique, ne visent, en fait, poursuivait Swraj Paul, qu'à préserver un statu quo favorable à leurs intérêts. » En investissant en Inde, je n'ai fait que répondre à l'invitation du gouvernement, j'ai agi par nationalisme, pour montrer l'exemple. « Jamais », ajoutait-il, « j'aurais pensé que la direction de ces compagnies était si vulnérable. Quelle que soit l'issue de cette affaire, elles seront obligées de se réveiller. » Ainsi, concluait-il, grâce à moi une prise de conscience s'est opérée dans l'opinion. Out, j'ai semé les graines d'une révolution, celle qui consiste à introduire la démocratie dans le secteur privé indien : c'est le meilleur service que je pouvais rendre à mon pays ».

De l'avis des professionnels, Swraj Paul a gagné, au moins psychologiquement, la première manche d'une bataille qui s'annonce sans merci.

L'affrontement s'est poursuivi sur le terrain juridique. Les deux familles menacées ont refusé d'enregistrer le transfert des actions acquises par Swraj Paul. Lors de l'assemblée générale annuelle du 9 juin, la famille Nanda a même augmenté sa participation (la faisant passer de 15 % à 18 %) pour parer à de nouvelles attaques boursières. On en est là, dans l'attente du verdict qui sera rendu après que deux coursiers de Delhi auront saisi la justice de l'affaire.

En Inde, cela peut prendre des années. A la guerre de mouvement succéderait alors une longue guerre de tranchées.

PATRICK FRANCÉS.

- (1) Une roupie = environ 0,75 F.
- (2) Les actions détenues par six grandes familles indiennes (Tata, Birla, Mahatma, Singhal, Thapar et Sriram) ne représenteraient qu'environ 3,3 % du capital des compagnies qu'elles contrôlent. Pour les onze groupes les plus importants, ce chiffre serait inférieur à 1 % des actifs.
- (3) Le gouvernement déclarait, directement ou indirectement, entre 25 % et 74 % des actions dans chacune des cent premières sociétés indiennes.



## Page 12 — Le Monde • Dimanche 7 août et lundi 8 août 1983...







# Le Monde

LE DÉBAT P.C.-P.S. SUR LE DÉSARMEMENT

## M. Jospin : M. Marchais se trompe

Depuis le 12 juillet, M. Georges Marchais tenait le haut du pavé dans le débat qui oppose socialistes et communistes sur la défense et le désarmement. Ce jour-là, les discussions qu'a eues le secrétaire général du P.C.F. avec M. Yvan Andropov, à Moscou, avaient mis en évidence l'accord entre communistes français et communistes soviétiques sur la nécessité de prendre en compte la force nucléaire française lors des négociations soviéto-américaines sur les euromissiles.

Les « rappels à l'ordre » formulés par M. François Mitterrand lors des conseils des ministres des 13 et 20 juillet n'ont guère eu d'effet. M. Marchais a récidivé dans une interview à *Témoignage chrétien* du 1<sup>er</sup> août. M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., lui répond une semaine plus tard par *l'Intermédiaire* du même hebdomadaire. Il le fait en admettant qu'un débat entre le P.C. et le P.S. sur ce sujet n'a rien d'extraordinaire, ce dont *l'Humanité* du 6 août prend acte. Mais il note que le secrétaire général du parti communiste déforme la réalité lorsqu'il affirme que sa position est en « parfait accord » avec l'ac-

cord de gouvernement P.C.-P.S. du 21 juin 1981. Les termes de la longue mise au point publiée à l'initiative de M. Jospin sont modérés — M. Marchais « dit des choses inexactes » ou « se trompe », il ne ment pas vraiment — mais très clairs sur le fond.

Le premier secrétaire du P.S. paraît penser que les thèses défendues par M. Marchais ont toutes les apparences du bon sens risquant d'ébranler une partie de l'opinion publique. Il s'efforce d'éviter que M. Marchais qui monopolise le débat depuis trois semaines sur ce sujet parvienne à accréditer un tant soit peu l'idée que les socialistes, au fond, se situent sans oser le dire sur une ligne proche de la sienne. « Je lui demande, dit-il, de ne pas faire ses Pâques sur le dos des autres ». Pour leur part, les dirigeants du P.C.F. mesurent le risque qu'ils courent d'apparaître comme partisans d'un affaiblissement des forces nucléaires autonomes de la France. « Il ne peut s'agir en aucun cas de remettre en cause les moyens de défense du territoire national », souligne *l'Humanité*. — J.-Y. L.

M. Lionel Jospin déclare, dans une interview à *Témoignage chrétien* du 8 août, à propos des prises de position de M. Georges Marchais sur la défense et le désarmement, que le raisonnement du secrétaire général du parti communiste « ressemble à un sophisme : j'ai le droit de demander la prise en compte de la force de frappe française, puis-je que je demande que la France soit présente à Genève. Mais comme il est exclu qu'elle le soit — ni l'U.R.S.S., ni les États-Unis, ni d'ailleurs la France ne le souhaitent — Georges Marchais propose en fait que notre force nucléaire soit critiquée dans les livres de comptes américains et en notre absence. Or il est exclu qu'Américains ou Russes décident pour nous. Je demande à Georges Marchais d'y réfléchir ».

Répondant à l'interview de M. Marchais, publiée par *Témoignage chrétien* du 1<sup>er</sup> août, M. Jospin ajoute : « Je ne suis pas choqué qu'il y ait débat entre les communistes et les socialistes sur des questions aussi vitales (...), déclare-t-il. Je comprends que Georges Marchais et la direction du P.C.F. rencontrent quelques problèmes dans cette phase — que j'espère provisoire — de tension Est-Ouest. Non pas que je suspecte la réalité de leur indépendance, mais parce que je connais leurs convictions communistes. Mais je ne peux pas laisser dire à Georges Marchais des choses

inexactes. Je lui demande, amicalement, de ne pas faire ses Pâques sur le dos des autres, c'est-à-dire de l'occurrence, sur le dos du parti socialiste ».

Le P.S., affirme-t-il, est resté « pleinement fidèle » à ses engagements et à l'accord de gouvernement signé avec le P.C.F. le 21 juin 1981. « Georges Marchais multiplie de puis quelques semaines les déclarations pour dire qu'il faut prendre en compte à Genève, dans la négociation entre les États-Unis et l'U.R.S.S. sur les armes intermédiaires, la force française de dissuasion. C'est son droit de penser cela, même si je m'étonne de cette insistance mise justement sur ce point (...). Georges Marchais n'a pas le droit de croire que cette thèse est conforme à l'accord P.S.-P.C. (...). A aucun moment, le 21 juin, le P.C. ou nous-mêmes n'avons abordé le problème (...). A ce moment-là, la question n'était pas posée (...). C'est seulement à la fin de l'ère Brejnev et surtout depuis l'arrivée au pouvoir de Youri Andropov que les Soviétiques demandent la prise en compte de notre force nucléaire dans le décompte des armes intermédiaires (...). Si cette question avait été abordée le 21 juin, elle n'aurait pu être tranchée que dans le sens des options du président de la République nouvellement élu par les Français. Or François Mitterrand a toujours exclu cette prise en compte ».

Le premier secrétaire du P.S. prend d'autre part position — pour la première fois publiquement dans le débat sur le prélèvement éventuel de 2 % sur l'ensemble des revenus. « Les Français, dit-il, doivent contribuer à l'effort nécessaire en fonction croissante de leurs revenus ou de leurs fortunes. N'oublions pas que l'impôt progressif sur le revenu date en France de 1914. Personne ne comprendrait qu'avec les socialistes une telle philosophie de la fiscalité puisse être remise en cause ».

« Avec l'indépendance, remarque le magistrat assis à ses côtés, nous n'avons fait que changer de maîtres. Après les Anglais, les Cinghalais. » Aujourd'hui, constate M. Amirthalingam, le chef de l'opposition, secrétaire général du Front uni de libération tamoule, rencontré près de Jaffna, ils veulent nous imposer une capitulation sans conditions. Mais nous continuerons de résister. Nous ne pouvons plus vivre avec ces gens-là. Nous voulons notre liberté. C'est une question de survie ».

## A SRI-LANKA

### La grande détresse des réfugiés Tamouls qui regagnent Jaffna

De notre envoyé spécial

Jaffna. — La barge qui vient de quitter la *Lanka Seedei*, un vieux cargo réquisitionné par le gouvernement ceylanais, ancré dans le port de Kankesanai, à l'extrême nord de la péninsule de Jaffna, s'approche lentement du quai. Peu à peu apparaissent les visages des quelques deux cents réfugiés tamouls qui se sont tassés à son bord. Ce n'est pas le *Radeau de la Méduse*, mais le spectacle est pathétique. Radeau de la peur. Radeau de la fuite. Voilà que les chiffres recueillis à Colombo (un millier de tués, 8.000 maisons, 5.000 boutiques détruites, 200.000 réfugiés) s'incarnent dans ces visages hébétés, ces yeux hagards où le cauchemar est toujours présent. Voilà que les récits entendus dans la capitale sortent à présent de la bouche même de ceux qui ont vécu ces moments de panique et d'horreur.

La barge accoste. Un haut-parleur lance des consignes. Des ambulances s'approchent. Un début de cohue est vite contrôlé par les volontaires, les bénévoles, les jeunes scouts qui s'activent, pleins de bonne volonté. On débarque d'abord les brancards. Une adolescente obèse. Un homme au regard vide. Un jeune garçon, la jambe bandée. « On nous a signalé quatre-vingt-dix blessés parmi les treize cents passagers », précise un responsable qui note que sur les sept mille réfugiés débarqués jusqu'à présent, on a recensé cinquante cas graves. Pourquoi leur infliger un voyage de trente-six heures dans des conditions manifestement pénibles ? « Tout simplement, nous sera-t-il répondu, en raison de l'insécurité régnant à Colombo. Vous savez, ajoute-t-on, des hôpitaux ont été envahis par des Cinghalais déchaînés, et de nombreux blessés ont été tués. Ici, constate notre interlocuteur, ils se sentent au moins en sécurité ».

La barge se vide lentement. Une vieille femme portant dans ses bras un enfant s'abrite de la canicule sous un parapluie noir. Immobilité, un sourire triste, elle attend patiemment son tour. Digne, comme ceux qui l'entourent.

Il est tout perdu. Ils arrivent presque sans argent, presque sans

bagages. Les plus chanceux ont eu le temps d'emporter une vieille valise. Mais les sacs de plastique, les baluchons et les cartons ficelés à la hâte dominent. Aux pieds d'un jeune homme, un porte-documents avachi, bourré de livres : ses livres de comptabilité, toute sa fortune. Il vivait à Colombo depuis quatre ans. Sa chambre a brûlé. Il rejoint sa famille et n'envisage pas de retourner un jour dans la capitale. « Pourqu'on retournerais-je », interroge-t-il. « Nous ne pouvons plus vivre là-bas », confirme un autre. Les *Cinghalais nous l'ont fait comprendre »*. « Tout retour est exclu, renchérit un troisième. Nous avons trop souffert. Cela ne peut plus durer. A présent, il nous faut trouver une solution ». Quelle solution ? « Nous l'avons déjà, répond-il : un Etat séparé : l'Eelam ».

En toute impunité

Panier d'osier à la main, parapluie noir, un vieux fonctionnaire accepte la boisson qu'on lui tend et vide son verre d'une main tremblante. Puis, d'une voix brisée par l'émotion, il insiste sur la méticulosité avec laquelle les biens tamouls ont été saqués, sur l'efficacité avec laquelle l'opération a été menée. Voilà trente-cinq ans qu'il habitait Colombo et qu'il croyait en son pays.

Aujourd'hui, c'est un homme abattu, qui pleure sa dignité perdue. Et qui laisse exploser sa rancœur à l'égard d'un gouvernement qui s'est discrédité à jamais à ses yeux en ne protégeant pas une minorité agressive. « Les incendiaires, accuse-t-il, n'ont trouvé devant eux aucun policier, aucun soldat. Ils ont agi en toute impunité ». A son avis, « une calamité de cette ampleur n'a pu avoir lieu sans la connivence du gouvernement ».

Aujourd'hui, la plupart de ceux qui débarquent rejoignent leurs familles après un « bon repas » qui leur sera donné dans un camp de transit installé dans un collège local. Mais qu'adviendra-t-il des autres ?

des déracinés ? Des quinze mille à vingt mille réfugiés que l'on attend dans les prochains jours et qui n'ont ici aucun ami, aucun parent, susceptibles de les accueillir ? Déjà on évoque la mise en place de camps « semi-permanents », la possibilité de les répartir par groupes de trois cents dans les institutions scolaires locales. On s'occupera d'eux pendant environ un mois, le temps de mettre en place un programme de réinstallation. Les moyens financiers sont limités. « Nous n'avons rien reçu du gouvernement pour le moment », mais les bonnes volontés sont innombrables.

Un fonds spécial a été créé pour recueillir les contributions : le Fonds pour les réfugiés 1983. Le millésime exprime à lui seul le destin tragique de cette communauté victime de mêmes explosions de violence en 1958, en 1977 et en 1981. A chaque fois, un fonds avait été mis en place. La routine en quelque sorte. L'exode devenait habitude. Comme une succession de vagues qui, régulièrement, repoussent vers le Nord une communauté qui s'y réfugie, s'y retranche, s'y barricade. Comme une cassure illustrée aujourd'hui par la décision du gouvernement de stopper la liaison ferroviaire entre Colombo et Jaffna après qu'un train a été incendié, début juillet, dans le Nord. Désormais, la ligne s'arrête à 200 kilomètres au sud de Jaffna.

Une armée « d'occupation »

Ce qui frappe ici peut-être plus encore que le drame humain, c'est l'étrange impression de se trouver déjà dans un autre pays. Quelle n'est pas la surprise de se trouver accueilli par des fonctionnaires, des responsables locaux qui, surmontant rapidement leur prévention première, évoquent le comportement « inqualifiable » d'une armée dont on conte les exactions. D'une armée que chacun s'accorde ici à qualifier « d'occupation ». Ainsi se bousculent-on pour raconter tel ou tel incident, pour décrire les représailles aveugles et meurtrières auxquelles

se seraient livrés les soldats après l'embarcadere dans laquelle treize d'entre eux ont trouvé la mort. Une cinquantaine de personnes, dit-on, auraient été abattues de sang-froid à l'intérieur même de leurs maisons. Un avocat glisse furtivement dans votre poche les photos qui ont été prises des cadavres de certaines victimes.

Sur les routes désertes de la péninsule, ces routes-couloirs bordées de palissades en palmes sèches, on croise un camion militaire rempli de soldats, fusils pointés dans toutes les directions. « Lorsqu'on aperçoit un véhicule militaire, nous confie notre guide, on se cache aussitôt ».

Avec l'indépendance, remarque le magistrat assis à ses côtés, nous n'avons fait que changer de maîtres. Après les Anglais, les Cinghalais. » Aujourd'hui, constate M. Amirthalingam, le chef de l'opposition, secrétaire général du Front uni de libération tamoule, rencontré près de Jaffna, ils veulent nous imposer une capitulation sans conditions. Mais nous continuerons de résister. Nous ne pouvons plus vivre avec ces gens-là. Nous voulons notre liberté. C'est une question de survie ».

PATRICK FRANCÈS.

Le premier ministre indien, M<sup>re</sup> Indira Gandhi, a affirmé, vendredi 5 août, que l'Inde avait un rôle particulier à jouer dans le rétablissement de l'ordre à Sri-Lanka, et a réitéré que le président de Sri-Lanka, M. Jayewardene, allait envoyer un émissaire personnel à New-Delhi, d'ici une semaine. M<sup>re</sup> Gandhi, qui s'adressait au Parlement, a déclaré qu'elle avait eu un entretien téléphonique avec M. Jayewardene, vendredi, et qu'elle l'avait mis en garde contre toute intervention d'« éléments étrangers », à part l'Inde, dans la situation de Sri-Lanka. « Tout événement à Sri-Lanka affectera l'Inde. L'Inde ne peut être considérée comme un autre pays, puisque l'Inde et Sri-Lanka sont deux pays qui sont directement concernés », a ajouté M<sup>re</sup> Gandhi. — (A.P.)

## MM. Jean Lanzi, Alain Denvers et Jean-Pierre Berthet dirigeront l'information

M. Hervé Bourges, nouveau P.-D.G. de TF1, a confirmé, vendredi 5 août, M. Jean Lanzi comme directeur délégué à l'information de la chaîne. M. Lanzi avait été nommé à ce poste le 1<sup>er</sup> juillet par le précédent président, M. Michel May, avant sa démission, après que ce dernier eut écarté M. Jean-Pierre Guérin. M. Alain Denvers, qui était auparavant responsable des magazines, devient rédacteur en chef adjoint au directeur de l'information. M. Jean-Pierre Berthet, présentateur du journal de 20 heures, est nommé rédacteur en chef chargé des éditions quotidiennes du journal. M. François Janin, enfin, est confirmé à son poste de rédacteur en chef chargé des sports, et M. Claude Lagallarde à celui de rédacteur en chef technique.

Commentant ces nominations, M. Alain Denvers a estimé que la nouvelle équipe qui va diriger l'information à TF1 est « homogène, ce qui n'était pas le cas auparavant ». La fin de l'ère Guérin « est en effet la victoire d'un clan sur un autre dans une rédaction qui se déchire depuis de longs mois. MM. Denvers et Janin peuvent, en effet, être considérés comme deux des chefs de file des journalistes de la chaîne les plus « à gauche » ; leur opposition au clan adverse et à l'ancien directeur de l'information était connue.

M. Bourges a, d'autre part, précisé que M. Jean Lanzi restait à la direction des programmes ; il a an-

noncé la mise en place d'un « comité des programmes » et la création d'une commission chargée de définir l'« image de marque » nouvelle de TF1, « chaîne populaire ». La réorganisation de la rédaction, a déclaré M. Bourges, se fera en septembre dans un esprit « de conciliation et de concertation » ; la formule des couples de présentateurs, déjà en sommeil cet été, sera abandonnée à la rentrée.

Le président de TF1 a, en outre, indiqué que M. Jean-Pierre Guérin, qui a exprimé le désir de ne pas être exilé dans un « placard », quittera vraisemblablement la chaîne « dans des conditions honorables ».

[Né en 1946, fils du député socialiste du Nord Albert Denvers, M. Alain Denvers est diplômé de l'école supérieure de journalisme de Lille. Il entre au service politique de Paris-Jour en 1970, puis à celui de R.T.L. en 1971. Après un passage à France-Inter, il devient grand reporter à TF1 en 1975. Il avait été nommé, en octobre 1981, rédacteur en chef adjoint à TF1, puis en octobre 1982, rédacteur en chef des magazines de cette chaîne.]

[Né en 1944, M. Jean-Pierre Berthet après des études de sciences, est entré en 1965 à Europe 1, comme reporter, puis animateur des journaux du matin. Il intègre l'O.R.T.F. en 1978, comme reporter puis présentateur des journaux télévisés. De 1974 à 1981, il est chroniqueur judiciaire, avant de devenir présentateur du journal de 20 heures à partir d'octobre 1981.]

## AU LARGE DE L'IRAK ET DE L'IRAN

### La marée noire du Golfe est une catastrophe majeure

estime M. Red Adair

De notre correspondant

New-York. — M. Red Adair, le spécialiste américain de la lutte contre les éruptions de puits de pétrole, revient d'une semaine d'inspection, dans le Golfe, de ce qu'il a appelé « la plus grande et la plus grave catastrophe », à laquelle il ait jamais assisté.

M. Adair estime que plus de 10.000 barils (15.000 tonnes environ) de « brut » s'échappent actuellement chaque jour de huit puits en irruption et que la nappe s'étend en plaques épaisses, des puits iraniens de Nowruz et Ardeshir, à l'extrême nord du golfe, jusqu'au rives du Qatar.

M. Adair, qui a entrepris son voyage sur la demande de plusieurs sociétés pétrolières opérant dans la région, a annoncé qu'il était chargé, par dix-huit d'entre elles, de coordonner la lutte contre cette catastrophe majeure. Il craint, cependant, qu'aucune mesure sérieuse ne puisse être prise avant que les éruptions des puits soient maîtrisées, ce que la poursuite des hostilités entre l'Irak et l'Iran rend pour l'instant impossible, les deux pays en guerre interdisant toute approche de leurs zones frontalières par air ou par mer.

Les efforts de M. Adair se concentrent cependant sur la protection des côtes du Koweït, des Émirats arabes unis, d'Arabie Saoudite et du Qatar, ces deux derniers étant les plus menacés. Des nappes de pétrole touchent déjà les plages de tous ces États qui sont parsemées

de poissons morts, et pourraient menacer les usines de dessalement de l'eau de mer.

N.B. [Les déclarations de M. Adair concordent avec ce qu'a observé d'avion, il y a une quinzaine de jours, un expert français, mais en partie seulement. Selon cet expert, il y a effectivement deux champs voisins — Nowruz et Ardeshir — touchés et le débit quotidien actuel semble supérieur à dix mille barils. Mais il ne faut pas oublier que, dans cette région très chaude, les pétroles les plus légers de « brut » s'évaporent très vite : au moins 45 % du pétrole qui se répand sur la mer se volatilise dans les vingt-quatre heures.

En revanche, toujours selon cet expert, il n'y a pas de nappes importantes qui arrivent sur les côtes de l'Arabie Saoudite ou des Émirats. Seule l'arrivée de quelques petites nappes a été notée sur ces côtes. Et, en l'état actuel des choses, les usines de dessalement des États arabes du Golfe n'ont pas été affectées et ces installations, les plus vulnérables, semblent ne pas être menacées, au moins à court terme.

En fait, on ne sait pas ce que devient tout le pétrole qui s'échappe depuis plus de six mois des champs endommagés. Certes, il y a des boules, grosses comme des balles de ping-pong, faites des éléments lourds restant après l'évaporation des fractions légères, flottant « entre deux eaux ». Mais ces boules ne sont pas assez abondantes, et de plus, pour que l'on comprenne qu'elles sont le produit qui sort des puits en éruption.

Quant aux dégâts sur le milieu vivant, personne n'est en mesure de l'estimer sérieusement. — Y.R.]

## Au large de l'Afrique du Sud

### UN PÉTROLIER ESPAGNOL SE BRISE EN DEUX

Le pétrolier espagnol *Castillo de Bellver*, qui avait pris feu dans la nuit de vendredi à samedi à 90 km au large des côtes sud-ouest du Cap (Afrique du Sud), s'est brisé en deux samedi 6 août en milieu de matinée. Les autorités maritimes sud-africaines ont précisé que les risques de marée noire étaient « énormes » d'autant que le vent dirige les nappes de pétrole sur le littoral. Selon la radio maritime du Cap, le *Castillo de Bellver*, en provenance du Golfe, se dirigeait vers l'Espagne avec un cargaison de plus de 200.000 tonnes de pétrole brut.

Le P.S.U. appelle ses militants et sympathisants à participer massivement au rassemblement du Larzac pour le gel des armements nucléaires, prévu samedi 6 et dimanche 7 août.

Le numéro du « Monde », daté 6 août 1983, a été tiré à 445 817 exemplaires

A B C D E F G H

Liberté  
chargé  
de l'organisation  
la Force d'action

## Guatemala réaligné

Le président de la République du Guatemala, Carlos Arana, a annoncé, vendredi 5 août, qu'il avait décidé de réaligner la politique étrangère du pays sur la ligne de la non-alignement. Cette décision, a-t-il déclaré, marque le début d'une nouvelle ère de coopération internationale. Arana a souligné que le Guatemala cherchait à établir de bonnes relations avec tous les pays, sans distinction de blocs. Il a également mentionné que le pays était prêt à participer à des conférences régionales et internationales pour promouvoir la paix et la stabilité en Amérique centrale.

Le fait que le Guatemala se réaligne sur la ligne de la non-alignement, a été accueilli avec intérêt par les observateurs internationaux. Certains ont souligné que cette décision était une marque de maturité politique pour le pays, tandis que d'autres ont exprimé des réserves sur la capacité du Guatemala à maintenir une politique indépendante en face des pressions des grandes puissances. Cependant, la plupart des analystes considèrent que le réalignement du Guatemala est une étape importante vers la normalisation des relations internationales du pays.

## APRÈS DIX SEPT

### Le retour du

Le retour du... (Texte partiellement visible et coupé par la bordure de la page)

## AU LARGE DU GOLF

### Un exemple

Un exemple... (Texte partiellement visible et coupé par la bordure de la page)